

Rapport spécial : Économie informelle

ÉRADIQUER LA
SERVITUDE DANS LES
CHAMPS DE TABAC DU
MALAWI

11

SÉCURITÉ SOCIALE
POUR LES ARTISTES EN
URUGUAY

18

QUAND LES
TRAVAILLEURS
MIGRANTS PHILIPPINS
RENTRENT CHEZ EUX

30

LA SÉCURITÉ D'ABORD
POUR LES TRAVAILLEURS
DE LA CONSTRUCTION EN
GRANDE-BRETAGNE

39

LES TRAVAILLEURS
INFORMELS DANS LA
TUNISIE DE L'APRÈS-
RÉVOLUTION

52

RECOMMANDATION 204 : ÉRADICATION DU TRAVAIL INFORMEL

La Recommandation 204 de l'OIT vise à l'inclusion sociale, la justice sociale et une transformation sociale véritable et dynamique.

TABLE DES MATIÈRES

3 AVANT-PROPOS

4 AFRIQUE : ENTRE DYNAMISME ET SERVITUDE

7 Rwanda : Les mototaxis roulent vers la sortie de l'informel

9 Ghana : Aider les vendeuses ambulantes à obtenir une sécurité de revenu

11 Malawi : Protéger les travailleurs du tabac contre les pires formes d'exploitation

13 Sénégal : Passer du discours à l'action en matière d'économie informelle

15 AMÉRIQUES : LE DÉFI DE L'ÉCONOMIE INFORMELLE

18 Uruguay : Grâce au « *Monotributo* », les artistes ont désormais accès à la sécurité sociale

20 Brésil : De ramasseurs d'ordures informels à professionnels de la gestion des déchets

22 République dominicaine : Les travailleurs domestiques en lutte pour un salaire minimum

24 États-Unis : Coopératives 4.0 – une alternative « *commerce équitable* » à l'« *Uber-exploitation* » ?

26 ASIE-PACIFIQUE : S'ATTAQUER À L'ÉCONOMIE INFORMELLE

29 Inde : Le fléau du travail des enfants dans l'industrie informelle des pierres précieuses

30 Philippines : Quand les travailleurs migrants rentrent à la maison

32 Inde : SEWA – Femmes de l'Inde, unissez-vous !

34 EUROPE : LE TRAVAIL INFORMEL DANS UN CONTEXTE EUROPÉEN

37 Belgique : Donner aux femmes une possibilité de se sortir du travail domestique informel

39 Royaume-Uni : Priorité à la sécurité pour les travailleurs migrants dans la construction

41 Kirghizstan : Améliorer les conditions pour les travailleurs de l'habillement

43 Bulgarie : Création de petites entreprises pour reconvertir les travailleurs non déclarés

45 RÉGION MOAN : L'IMPACT DE LA CRISE ET DES CONFLITS

48 Liban : La longue marche des travailleurs domestiques

50 Maroc : La lutte pour l'éradication du travail informel

52 Tunisie : Que réserve l'avenir pour les travailleurs informels dans l'après-révolution ?

54 CONCLUSION : VERS LE TRAVAIL DÉCENT POUR TOUTES ET TOUS

AVANT-PROPOS

PAR ALISON TATE, DIRECTRICE DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DE LA CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE (CSI)

Si le terme « *historique* » est fréquemment galvaudé, il n'y a pas de meilleur terme pour qualifier l'adoption de la Recommandation 204 de l'Organisation internationale du travail (OIT). Celle-ci établit, pour la première fois, une norme du travail qui oriente les gouvernements, à l'aide de 12 « *principes directeurs* », sur comment aider la moitié de la main-d'œuvre mondiale à faire la transition de l'économie informelle à l'économie formelle.

Pour les travailleurs, la Recommandation n'est pas seulement conçue aux fins de les aider à revendiquer leurs droits et se sortir de l'informalité mais elle énonce, de surcroît, les politiques et réglementations requises en vue de la création d'emplois décents, tout en contribuant à accroître les revenus et renforcer l'accès des travailleurs à la protection sociale. Pour les employeurs, elle prévoit des règles du jeu équitables afin d'assurer que la concurrence entre les entreprises soit loyale. Quant aux gouvernements, la Recommandation leur offre la possibilité de réguler une économie qui reste (à ce jour) non régulée, leur garantissant par-là même une base de revenu provenant de la levée d'impôts, le paiement de salaires minimums et le colmatage de déficits cruciaux en matière de protection sociale.

Alors que certains travailleurs craignent que le coût de leur main-d'œuvre ne les exclue de l'économie formelle, le coût des activités informelles est, lui-même, souvent nettement plus élevé. La pauvreté est financièrement punitive – les taxes et les charges journalières s'accroissent, au même titre que les taux d'intérêt sur les emprunts et le prix de l'eau, alors que les factures médicales doivent souvent être entièrement prises en charge par les particuliers, sans le moindre soutien de l'État. Non seulement l'inclusion économique figure au cœur de la Recommandation mais la formalisation implique, en soi, la reconnaissance des droits fondamentaux des travailleurs et la reconnaissance de leur capacité à influencer la politique en leur donnant une place autour de la table.

Dans bien trop de pays, les travailleurs de l'économie informelle sont considérés comme occupant l'échelon le plus bas du système économique alors qu'en réalité *ils sont* le système économique. Cette Recommandation vise à s'emparer de l'argument-clé du « *travail décent pour tous* » et à en faire plus qu'un simple slogan accrocheur. Elle fournit aux travailleurs informels le cadre légal nécessaire pour que leur travail soit reconnu, leur garantissant l'accès à la justice et à des mécanismes pour combattre la criminalisation de leurs activités économiques légitimes.

Et ce qui est crucial, la Recommandation reconnaît aussi le fait que l'informalité a un visage de femme. Hormis l'agriculture, plus de 60% des travailleuses dans les économies en développement se concentrent dans l'emploi informel. Le travail véritablement novateur mené par la Self-Employed Women's Association, mieux connue sous son acronyme SEWA, en Inde, est un exemple formidable de qu'il est possible

d'accomplir quand les femmes sont organisées et autonomisées. À présent, des millions de membres de la SEWA travaillant en tant que collectrices de déchets, nettoyeuses de rues et recycleuses, notamment, ont non seulement accès à un travail décent mais ont la possibilité de vivre dignement. Cette transformation a altéré le cours futur, non seulement pour ces femmes, mais aussi pour leurs familles et leur entourage. Et c'est là ce que la Recommandation 204 a réellement de plus significatif à offrir – l'inclusion sociale, la justice sociale et une transformation sociale véritable et dynamique.

Nous savons que les lois mettent beaucoup de temps à changer, qu'il faut parfois des années avant que les réglementations ne soient appliquées et que les recours en justice peuvent s'éterniser mais, pour la première fois, la Recommandation 204 fournit une base sur laquelle ces processus peuvent s'appuyer. À présent, c'est aux gouvernements nationaux et aux États, aux

“ Cette Recommandation vise à s'emparer de l'argument-clé du « *travail décent pour tous* » et à en faire plus qu'un simple slogan accrocheur. ”

municipalités, aux employeurs, aux travailleurs et aux syndicats qu'il revient d'employer cet instrument pour créer une transition juste, car il nous faut non seulement construire des économies résilientes au climat – nous devons aussi promouvoir des communautés résilientes au plan social. Alors que nous luttons pour la formalisation des travailleurs, nous luttons en même temps contre l'informalisation des emplois formels, conséquence d'une déréglementation accrue. Une telle informalisation ne peut être prévenue qu'avec des législations du travail fortes qui, à leur tour, ne peuvent être défendues que par des syndicats forts. C'est la tâche à laquelle nous devons nous atteler – dès maintenant et à l'avenir.

Vous pouvez lire le texte complet de la Recommandation 204 de l'OIT ici : <http://bit.ly/293VPBt>

ENTRE DYNAMISME ET SERVITUDE : L'ÉCONOMIE INFORMELLE EN AFRIQUE

PAR TAMARA GAUSI

Alors que les degrés d'informalité varient largement au niveau de la région, l'économie informelle représente 66% de tout l'emploi non agricole en Afrique subsaharienne.

Au Mali,
82,7%
des travailleurs
se trouvent
dans l'économie
informelle.

En Zambie,
76,3%
des travailleurs
se trouvent
dans l'économie
informelle.

En Afrique
du Sud,
32,7%
des travailleurs
se trouvent dans
l'économie
informelle.

Source : *Women and Men in the Informal Economy. A Statistical Picture*, BIT.

À travers l'Afrique, l'économie informelle définit le paysage urbain. S'il est vrai que l'Asie affiche le plus grand nombre total de travailleurs informels, que les Amériques recèlent les plus grands écarts, que le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord se trouvent confrontés aux plus grands défis en termes de gouvernance et de sécurité et que l'Europe est en proie à l'expansion de la soi-disant « économie de l'ombre », il suffit de se rendre dans n'importe quelle grande ville d'Afrique subsaharienne – avec leur lot de colporteurs, de petites entreprises familiales, de conducteurs de mototaxis ou *boda-boda*, de travailleurs domestiques, de marchands forains etc. – pour voir l'économie informelle occuper le devant de la scène.

D'une manière générale, la notion de travail informel fait référence au travail effectué en dehors du cadre normal des impôts, de la protection sociale et des droits des travailleurs. La proportion de l'emploi informel dans les secteurs non-agricoles est estimée à 65% en Asie, 51% en Amérique latine et 48% en Afrique du Nord. Cependant, en Afrique subsaharienne, ce chiffre s'élève à 72%. Conjugué aux taux les plus élevés d'emploi vulnérable au niveau mondial, il n'est guère difficile de se rendre compte de l'ampleur du problème.

Il est vrai que certains travailleurs informels en Afrique ont un niveau de vie adéquat et que certaines parties de l'économie informelle incluent des petits entrepreneurs dynamiques avec des idées et des réseaux leur permettant de croître. Quoi qu'il en soit, la plupart des travailleurs informels sont pris dans un cercle vicieux de pauvreté et de dur labeur. Ils peinent à accéder au crédit et sont privés d'espaces de travail propres et sécurisés ; ils n'ont pas de sécurité de revenu, ont peu d'opportunités de formation ou d'éducation, font l'objet de harcèlements de la part des autorités et n'ont pas de droits en tant que travailleurs. Et c'est précisément là que réside tout le potentiel de la Recommandation 204 de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur la formalisation de l'économie informelle ; celle-ci fournit aux gouvernements, groupes régionaux, syndicats, organisations d'employeurs et à la société civile une boîte à outils indispensable pour remédier à toutes ces problématiques, entre autres.

Les raisons pour lesquelles le travail informel est aussi répandu en Afrique sont diverses. Malgré la croissance économique exponentielle de ces dernières décennies, les retombées de cette richesse pour les peuples d'Afrique ont été quasi nulles. Dans un article préparé dans le cadre d'un rapport du Conseil syndical danois LO/FTF intitulé, en anglais, *Paving the Way for Formalisation of the Informal Economy* (Préparer le terrain pour la formalisation de l'économie informelle), le secrétaire général du Bureau régional africain de la Confédération syndicale internationale (CSI-Afrique), Kwasi Adu-Amankwah, offre l'explication suivante :

« L'économie informelle a connu un essor massif au cours des quatre dernières décennies, résultant de la mise en œuvre des Programmes d'ajustement structurel (PAS) et, plus généralement, de la prédominance de la mon-

dialisation néolibérale en Afrique. En conséquence, alors que l'économie informelle... [a] de tous temps existé parallèlement à la production capitaliste de biens et services en Afrique, l'expansion de l'économie informelle au cours des quatre dernières décennies résulte d'une flexibilisation du marché du travail, laquelle a conduit à l'informalisation d'emplois auparavant formels et à l'apparition de nouvelles formes d'emploi qui ont placé un éventail plus large de salariés en dehors du champ de la législation et de l'application des normes du travail et de la protection sociale. »

Il est vrai que certains travailleurs informels en Afrique ont un niveau de vie adéquat et que certaines parties de l'économie informelle incluent des petits entrepreneurs dynamiques avec des idées et des réseaux leur permettant de croître.

L'urbanisation effrénée, conséquence partielle des ravages causés par les funestes politiques d'ajustement structurel du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale au cours des années 1980 et 1990, est un autre facteur majeur dans la prolifération de l'économie informelle. Au cours des 35 prochaines années, 900 millions de personnes de plus vivront dans les villes africaines, à en croire le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). D'autre part, plus de 40% de la population de cette région à moins de 15 ans, faisant de l'Afrique le continent avec la population la plus jeune du monde. Faute de mesures urgentes pour maîtriser tout ce dynamisme, les stratèges du développement savent qu'ils sont assis sur une bombe à retardement démographique. L'informalité massive est, d'ores et déjà, cause d'une explosion des taux de criminalité à travers le continent et d'une radicalisation des jeunes dans des poches non négligeables au nord, à l'ouest et à l'est du continent africain. Au fil du temps, ces tendances ne vont faire qu'attiser les troubles sociaux.

Le huitième Objectif de développement durable de l'ONU appelle à la promotion du travail décent en tant que moteur du développement. Celui-ci est repris dans la Recommandation 204, qui met en exergue

l'importance de « *la réalisation du travail décent pour tous par le respect, dans la législation et la pratique, des principes et droits fondamentaux au travail* ». Toutefois, les pires formes d'exploitation restent très répandues à travers le continent. L'Afrique subsaharienne affiche les taux les plus élevés de travail des enfants au monde, avec 59 millions d'enfants entre 5 et 17 ans exerçant des travaux dangereux, d'après l'OIT. Certes, ces chiffres baissent progressivement mais le fait de garantir à tous les enfants l'accès à une éducation gratuite, obligatoire et de qualité et à leurs familles un travail décent et une protection sociale permettra de les réduire encore davantage.

Le fléau de l'esclavage moderne requiert également des mesures urgentes. D'après l'Indice sur l'esclavage mondial (Global Slavery Index) 2016, sur 45,8 millions de personnes vivant ou travaillant dans des conditions relevant de l'esclavage, 13,6% proviennent d'Afrique. L'esclavage peut prendre diverses formes allant de l'exploitation d'enfants au régime de servitude pour dette, comme dans le cas de l'industrie de la pêche au Ghana en passant par l'esclavage domestique en Mauritanie (que le gouvernement mauritanien s'est engagé, au début de cette année, à interdire avec la ratification du Protocole de 2004 relatif à la Convention sur le travail forcé). Non seulement la Recommandation 204 appelle-t-elle à « *l'élimination de toute forme de travail forcé ou obligatoire* », ainsi qu'à « *l'abolition effective du travail des enfants* », mais elle établit aussi une feuille de route claire vers le travail décent pour tous les adultes.

La syndicalisation des travailleurs informels et vulnérables est la condition fondamentale pour garantir leur protection et leur transition à l'économie formelle. À travers le continent, des efforts considérables ont été mis en œuvre pour organiser les travailleurs de l'économie informelle : Il y a divers exemples de fédérations qui ont absorbé des travailleurs informels dans leurs rangs (au Ghana, au Malawi et en Afrique du Sud notamment), de centrales syndicales nationales qui ont affilié des syndicats et associations de travailleurs informels (principalement dans des pays d'Afrique de l'Ouest comme le Bénin, le Togo et le Niger) ou encore de simples coopérations entre travailleurs informels et syndicats. D'autre part, plus de 40 affiliés dans 17 pays africains bénéficient du soutien de la CSI-Afrique.

Une autre clé de la formalisation de l'économie informelle est mentionnée dans le rapport de l'OIT intitulé *L'économie informelle en Afrique : Promouvoir la transition vers la formalité : Défis et stratégies*. Celui-ci préconise l'élimination des « *aspects négatifs de l'économie informelle tout en préservant l'important potentiel de création d'emplois et de revenus de l'informalité, et promouvoir la protection et l'intégration des travailleurs et des unités économiques de l'économie informelle dans l'économie formelle* ». Un tel changement est déjà devenu apparent dans le cas des vendeurs ambulants, par exemple. Dans des villes comme Dar es Salam, en Tanzanie, ou Durban, en Afrique du Sud, les syndicats travaillent avec les vendeurs ambulants et les conseils municipaux pour aider les vendeurs à obtenir des licences.

Au cours des prochains mois, tous les regards seront rivés sur Kigali, où le maire a récemment annoncé des plans visant l'interdiction des vendeurs ambulants informels, afin de promouvoir l'ordre et le développement dans la ville. Les petits marchands sont instamment appelés à s'enregistrer auprès

“ L'Afrique subsaharienne affiche les taux les plus élevés de travail des enfants au monde, avec 59 millions d'enfants entre 5 et 17 ans exerçant des travaux dangereux, d'après l'OIT. ”

du Conseil rwandais pour le développement et à s'affilier à des coopératives, sous peine de voir leurs marchandises confisquées par les autorités.

Beaucoup de vendeurs craignent, cependant, que la formalisation ne signifie l'exclusion, par opposition à l'exclusion telle qu'envisagée aux termes de la Recommandation 204. Assoumpta Uwera, une vendeuse ambulante à Kigali, a confié lors d'une interview pour *Reuters Television* : « *Il nous est impossible de concurrencer les gens qui ont des étals sur le marché car nous n'avons pas d'argent pour acheter des étals sur le marché. Ce que nous demandons aux autorités c'est qu'elles nous soutiennent, qu'elles nous concèdent un espace spécifique et nous sommes même prêts à payer des impôts. Ce n'est pas un problème pour nous. Car lorsqu'ils viennent confisquer nos marchandises et nous rouent de coups, il devient impossible pour nous de gagner notre vie et nous souffrons* ». Les craintes d'Assoumpta résumant parfaitement la tâche monumentale qu'ont devant eux les syndicats, les législateurs et les travailleurs informels d'Afrique. Et bien que l'économie informelle doive être formalisée, cela ne peut se faire au détriment du droit des personnes à survivre.

ÉTUDE DE CAS : RWANDA

LES MOTOTAXIS ROULENT VERS LA SORTIE DE L'INFORMEL

PAR TAMARA GAUSI ET BEN CROWE



Alamy/Thomas Cockrem

Des mototaxis attendent des passagers dans le quartier des affaires de Kigali.

En matière de transport urbain, si la décriée application Uber de mise en relation avec les VTC accapare la une de tous les journaux, avec son mélange curieux de technologie dernier cri et de pratiques de travail renvoyant au 19^e siècle, dans beaucoup de villes africaines, la mototaxi est reine. Au Rwanda, le secteur des mototaxis, comme il est connu, offre un bon exemple de ce que l'organisation syndicale peut accomplir pour les travailleurs informels.

Selon les estimations, il y aurait actuellement plus de 10.000 chauffeurs de mototaxis rien que dans la capitale rwandaise, Kigali. L'un des principaux objectifs de la Recommandation 204 de l'Organisation internationale du travail sur la formalisation de l'économie informelle est de « faciliter la transition des travailleurs et des unités économiques de l'économie informelle vers l'économie formelle tout en respectant les droits fondamentaux des travailleurs et en offrant des possibilités de sécurité du revenu, de subsistance et d'entrepreneuriat ».

Plus d'une décennie avant que cette Recommandation ne voie le jour, la Centrale des syndicats des travailleurs du Rwanda (CESTRAR) avait déjà réalisé le mérite d'une reconversion de ces chauffeurs de mototaxis en micro-entrepreneurs. « C'est là que nous avons commencé à les organiser en syndicats. Mais aussi, parallèlement à cela, à créer des coopératives, pour donner la possibilité à chaque chauffeur de devenir propriétaire de sa propre moto », indique le secrétaire général de la CESTRAR, Eric Manzi.

L'introduction d'une loi sur les coopératives en 2008 a permis aux syndicats et associations de fournir un outil de capitalisation

pour les travailleurs à faibles revenus. Ces mêmes travailleurs – y compris les intermittents et les informels – sont désormais en mesure de payer des impôts et de verser des contributions volontaires à la caisse de sécurité sociale du Rwanda (à concurrence d'une contribution équivalente de leur « employeur », à savoir la coopérative), ce qui leur donne accès à une pension, à une assurance contre les dangers professionnels et, plus récemment, à des prestations de maternité (il convient de signaler qu'une couverture médicale universelle est en place au Rwanda). [19]

Boniface Hitimana est un chauffeur de mototaxi qui a énormément bénéficié de son adhésion à une coopérative. « Pendant six ans, j'ai conduit un vélotaxi », confie-t-il lors d'un entretien avec *Equal Times*. « Durant ces six années, j'ai tenté par tous les moyens de passer du vélo au mototaxi. Et si j'ai finalement pu y arriver c'est grâce à la coopérative UNESCOM. » Le syndicat compte plus de 5000 membres dans 45 coopératives réparties dans toute la province orientale du pays et offre des crédits pour l'achat de motocyclettes, ainsi que des formations et des possibilités de développement.

« C'est l'UNESCOM qui nous a proposé de nous unir sous forme d'une coopérative, d'acheter des motos. La différence lorsque vous êtes propriétaire de votre moto c'est que vous pouvez garder tout l'argent que vous gagnez. » Depuis qu'il est devenu chauffeur-propriétaire, Boniface et sa femme ont pu se construire une série de maisons en brique et jouissent d'une sécurité de revenu.



Alamy/Thomas Cockrem

Il y aurait quelque 10.000 chauffeurs de mototaxis à Kigali.

Tous les chauffeurs affiliés à l'UNESCOM ont l'obligation de s'assurer. Si un chauffeur est blessé ou tué au travail, sa famille est indemnisée. Les réparations en cas d'accident sont également couvertes par leur prime d'assurance. Pour des travailleurs comme Boniface, c'est le jour et la nuit par rapport au temps où les chauffeurs de mototaxis non régularisés étaient exploités par des loueurs de motos privés qui leur prenaient une grosse partie de leur revenu.

Le paragraphe 19 de la Recommandation 204 prévoit que : « Lorsqu'ils établissent et maintiennent leurs socles nationaux de protection sociale au sein de leur système de protection sociale et favorisent la transition vers l'économie formelle, les Membres devraient accorder une attention particulière aux besoins et à la situation des personnes opérant dans l'économie informelle et de leur famille. »

S'agissant de la sécurité routière, l'année dernière, une start-up appelée SafeMotos a été lancée. À mi-chemin entre Uber et une appli de sécurité routière, elle permet aux usagers de choisir l'endroit où ils seront pris en charge ; ils peuvent ensuite choisir un chauffeur sur la base d'une évaluation de la sécurité et de la qualité. Les chauffeurs des mototaxis SafeMotos pratiquent un tarif plus élevé que les mototaxis ordinaires mais comme le fait remarquer Manzi : « cette appli représente une évolution positive en termes de professionnalisation du secteur et d'augmentation des revenus. »

Mais le travail est loin d'être terminé. « Maintenant qu'ils ont un statut légal, je pense que nous commençons à voir comment nous pouvons inclure les conducteurs de mototaxis au nombre des catégories protégées par le salaire minimum », affirme Dieudonne Nteziyaremye, président du conseil de l'UNESCOM. « Je pense que c'est là la mission à laquelle nous devons nous atteler à l'avenir. »

Rendez-vous sur www.equaltimes.org/videos pour visionner notre reportage sur « Les chauffeurs de moto-taxi du Rwanda. »

ÉTUDE DE CAS : GHANA

AIDER LES VENDEUSES AMBULANTES À OBTENIR UNE SÉCURITÉ DE REVENU

PAR APPIAH KUSI ADOMAKO

« L'économie informelle au Ghana contribue à hauteur de 40,7% du produit intérieur brut (PIB) et emploie approximativement 85% de la population active du pays, or le secteur est fortement non régulé, alors que la majorité des travailleurs informels pâtit d'un grave déficit de travail décent, notamment aux plans de la protection sociale, des droits du travail, du dialogue social et de la négociation collective », signale Deborah Freeman, secrétaire générale de l'Union of Informal Workers Association (UNIWA), un affilié du Ghana Trade Union Congress (GTUC).

Environ 63% de l'effectif national de l'UNIWA, estimé à 79.000 membres, se compose de travailleuses informelles qui gagnent leur vie en vendant des marchandises dans des espaces publics **110** – des vendeuses, colporteuses et petites commerçantes qui vendent tout une panoplie de biens de consommation comme tissus, plats préparés, ou encore « eau pure » en sachets. Elles travaillent de longues heures, souvent dans des conditions difficiles et sans sécurité de revenu.

Madame Freeman espère que la Recommandation 204 de l'Organisation internationale du travail sur la formalisation de l'économie informelle se convertira en un outil indispensable pour garantir aux travailleuses et travailleurs informels du Ghana l'accès à un travail digne, durable et décent.

« À vrai dire, cette Recommandation ne signifie pas grand-chose pour nos membres », confie madame Freeman. « Elles sont plus préoccupées par des questions comme le pain et le beurre ou comment gagner sa vie au jour le jour. Mais pour les personnes mieux informées, la Recommandation signifie la reconnaissance et la légalisation du travail informel, a fortiori au Ghana, où le colportage et la vente ambulante sont perçus comme des activités illégales. »

Le travail que mène l'UNIWA vise à protéger, promouvoir et soutenir l'intérêt commun des travailleurs informels, de même qu'à renforcer leur pouvoir de négociation, en concertation avec le gouvernement et les em-

ployeurs. À l'échelon national, en 2013, le ministère du Travail a mis sur pied le *National Informal Economy Committee* (Comité national de l'économie informelle), chargé de promouvoir le travail décent chez les travailleurs de l'économie informelle.

Le Ghana est aussi doté de « processus de dialogue social relativement élaborés et fonctionnels », d'après le secrétaire général du GTUC, Kofi Asamoah, y compris un Comité tripartite national. Mais jusqu'à la formation de l'UNIWA en avril 2015, les travailleurs informels n'étaient pas représentés lors de ces discussions.



EPA/Alamy Stock Photos

Une couturière coud des pièces de tissus au marché de Makola, à Accra, au Ghana. Ce marché de petits commerçants est parmi les plus vastes et les plus divers du continent africain.

■ APPRENTISSAGE TOUT AU LONG DE LA VIE

L'un des domaines-clés de l'action de l'UNIWA – qui dispose d'un espace de bureau au sein du siège central du GTUC à Accra, Ghana, une première pour un syndicat africain – est l'éducation et la formation tout au long de la vie, tels que prônés aux paragraphes 11 h. et 15 f. de la Recommandation. Deux membres de chacune des 14 associations faïtières affiliées à l'UNIWA ont été sélectionnés pour recevoir une formation continue du GTUC sur les compétences entrepreneuriales de base comme la comptabilité et l'alphabétisation financière.

« Ceci a permis à une partie d'entre eux d'étendre leurs entreprises tout en embauchant des employés », explique madame Freeman. « Cela compte énormément pour nos membres dès lors que le revenu dérivé de ces activités leur permet de contribuer à l'éducation et l'alimentation de leurs enfants et, avant tout, à leur qualité de vie. »

Deborah Yemoteley Qyaye vend du tissu à Makola, l'un des marchés les plus animés d'Accra. Elle dit qu'elle a grandement bénéficié des formations imparties par le GTUC et l'UNIWA.

« Le GTUC nous aide depuis 2002. Le GTUC et l'UNIWA nous ont offert des formations sur les opérations bancaires, l'inscription à la sécurité sociale et, ce qui est plus important, les démarches liées à notre rémunération à la fin du mois. Grâce à une comptabilité rigoureuse, j'ai pu obtenir des prêts des grandes banques et mon entreprise est en plein essor **[11 i]**. »

Selon madame Qyaye, l'UNIWA et le GTUC ont aussi encouragé les commerçants à participer aux tâches collectives comme le nettoyage quotidien de leurs espaces de travail. Par ailleurs, dans le cadre d'une collaboration avec le Service national des pompiers du Ghana, les commerçants du marché de Makola ont reçu une formation cruciale sur la prévention des incendies.

Maintenant que certains acquis ont été engrangés, le GTUC et l'UNIWA travaillent d'arrache-pied pour les maintenir. Les points 13 et 24 de la Recommandation reconnaissent, toutes deux, la nécessité d'aider les travailleurs et les unités économiques informelles à améliorer l'accès ou obtenir la reconnaissance de droits formels de propriété ou d'accès à la terre, des droits qui sont désormais menacés dans le cas des commerçants du marché de Makola.

« Notre principale préoccupation pour l'avenir proche concerne les plans du gouvernement pour la modernisation des marchés », confie madame Qyaye. Le conseil municipal prévoit de démolir le marché de Makola après les élections générales de novembre 2016, et de le remplacer par un centre commercial moderne.

« Nous craignons qu'une fois que la construction sera achevée, les unités seront vendues aux plus offrants et que nous serons ainsi évincés du marché. Notre vie et notre existence se trouvent menacées. » L'UNIWA et le GTUC ont enregistré tous ceux qui seront affectés par les plans de réaménagement. Les négociations sont en cours mais étant donné que le projet est mis en œuvre par un entrepreneur privé, les promesses du gouvernement de protéger les commerçants ont été accueillies avec un certain scepticisme.

Le paragraphe 11 i. de la Recommandation 204 préconise « l'accès aux services financiers, y compris au moyen d'un cadre réglementaire favorisant un secteur financier inclusif, » tandis que le paragraphe 11 o. encourage « la promotion de stratégies de développement local en milieu rural et urbain, notamment l'accès réglementé aux espaces publics en vue de leur utilisation et l'accès réglementé aux ressources naturelles publiques aux fins de subsistance. »

Et que signifie la liberté syndicale pour ces travailleurs ? La constitution nationale de 1992 garantit des droits inconditionnels en matière de liberté d'expression, d'assemblée et syndicale. Ce dernier est particulièrement important aux yeux des membres de l'UNIWA. « Ils sont heureux d'être accueillis au sein du GTUC, qui les aide à bâtir un front uni », indique madame Freeman. À présent, ces femmes peuvent parler d'une seule voix, « abordant des questions qui ont été laissées de côté depuis des décennies. Comme leur nombre ne cesse de croître, les travailleurs informels se sont convertis en une force politique importante au Ghana et leurs demandes ne peuvent être déboutées par l'ordre politique réactionnaire. »

L'autonomisation des travailleurs informels se trouve au cœur de la Recommandation 204. Il y a encore un long chemin à parcourir avant que les travailleurs du Ghana ne soient formalisés avec des droits garantis. Cependant des bases fortes ont été jetées grâce au travail d'organisation de l'UNIWA et du GTUC.

ÉTUDE DE CAS : MALAWI

PROTÉGER LES TRAVAILLEURS DU TABAC CONTRE LES PIRES FORMES D'EXPLOITATION

PAR MADALITSO KATETA ET TAMARA GAUSI

Au Malawi, pays qui affiche la plus forte dépendance économique au tabac au niveau mondial (60% des revenus en devises du pays), les conditions dans lesquelles le tabac est cultivé sont extrêmement problématiques.

Depuis des années, les syndicats et la société civile n'ont eu cesse de réclamer l'abolition du système de métayage, profondément marqué par l'exploitation, où les recruteurs offrent aux familles pauvres l'accès à la terre et aux matériaux en contrepartie de la production et de la vente exclusive des cultures de rente aux propriétaires terriens. Les paiements représentent une pitance, il n'y a pas de sécurité de revenu et le travail est saisonnier, avec pour résultat que des familles entières se convertissent en travailleurs asservis.

Par ailleurs, il est estimé que jusqu'à 78.000 enfants, dont certains n'ont pas plus de 5 ans, sont forcés de travailler aux côtés de leurs parents à l'ensemencement, au désherbage, à la récolte et au séchage des feuilles de tabac. Les heures sont longues, le travail est physiquement éprouvant et les enfants sont exposés à des pesticides dangereux.

Cependant, une lueur d'espoir point à l'horizon. En mai 2016, le ministre du Travail et du Développement de la main-d'œuvre, Henry Mussa, a annoncé que le Malawi interdirait le système de métayage dans la culture du tabac d'ici la fin de l'année, en attendant le passage au parlement d'un projet d'amendement de la loi du travail.

L'annonce est intervenue à l'issue de consultations approfondies avec l'Organisation internationale du travail (OIT) l'année dernière, la même année où l'OIT adoptait la Recommandation 204 sur la formalisation du travail informel. Celle-ci préconise des « conditions de travail décentes et un développement inclusif » dans l'économie informelle, des conditions largement absentes dans le secteur du tabac au Malawi.



Des jeunes enfants à Kasungu, Malawi, participent à la récolte de tabac.

Toutefois, aux yeux de syndicalistes comme Raphael Sandramu, secrétaire général et fondateur du *Tobacco and Allied Workers Union of Malawi* (TOAWUM) – qui fait campagne pour une telle interdiction depuis des années – cela représente une arme à double tranchant.

« Bien entendu que nous voulons voir l'abolition du système de métayage, cependant nous sommes surpris par l'annonce qui a été faite. Nous n'avons toujours pas vu le moindre document à cet effet », dit-il. Sandramu craint, en effet, que l'interdiction n'entre en vigueur sans que des mesures appropriées ne soient instaurées pour protéger ces travailleurs vulnérables et assurer leur transition à un emploi formel [7 d].

« Cela concerne plus de 300.000 travailleurs du tabac, plus leurs familles. Si l'on considère qu'une famille compte, en moyenne, cinq membres, un très, très grand nombre de personnes risque d'être affecté. Si ce n'est pas fait correctement, ils pourraient être renvoyés dans leurs villages sans emploi, sans nourriture, sans transport et sans accès à la terre. »

L'année dernière, Sandramu fut récompensé d'un prix spécial de l'*International Labor Rights Forum* (ILRF) pour sa lutte acharnée en faveur de l'abolition de la pire forme d'exploitation dans les plantations industrielles du Malawi. L'un des prochains grands défis pour le *Malawi Congress of Trade Unions* (MCTU) et ses affiliés (dont le syndicat TOAWU) consistera à militer pour ce que la Recommandation 204 décrit comme « des politiques de salaire minimum adéquatement conçues ».

Le salaire minimum national est fixé à 18.000 Kwachas malawites (approximativement 25 USD) mensuels. Or un salaire minimum vital devrait plutôt se rapprocher de 70.000 MWK (99 USD). » D'après Sandramu, les syndicats sont systématiquement mis sur la touche lors des discussions tripartites sur les salaires. « Nous sortons toujours perdants dans ces discussions – n'oublions pas que le gouvernement est, lui aussi, un employeur. »

Les syndicats affrontent aussi une résistance farouche lorsqu'ils tentent d'organiser les métayers et les travailleurs du tabac à travers les quelque 22.000 plantations et domaines de tabac enregistrés au Malawi. « Les propriétaires et les employeurs refusent de reconnaître notre syndicat. Si le manque de conventions collectives s'avère problématique, il existe néanmoins un potentiel considérable de recrutement de nouveaux membres au sein de notre syndicat. » De fait, l'organisation des travailleurs ruraux pourrait augmenter l'effectif du TOAWU à 3,7 millions de membres.

Concernant la lutte contre le travail des enfants dans l'industrie, Sandramu indique : « Je peux affirmer que nous avons réussi à sauver approximativement 80.000 travailleurs enfants. » Les abus sexuels par des superviseurs et des travailleurs masculin, outre la discrimination hommes-femmes, sont aussi très courants dans les plantations de tabac au Malawi. À ce propos, le TOAWUM a introduit une série de mesures pour protéger les femmes et les jeunes filles au travail.

Le paragraphe 7 d. de la Recommandation 204 appelle les Membres à assurer « cohérence et la coordination au sein d'un vaste ensemble de politiques visant à faciliter la transition vers l'économie formelle. »

« Nous avons élaboré une nouvelle politique sur le harcèlement sexuel, qui a été ratifiée en 2015 par le MCTU et la Commission des droits de l'homme du Malawi. Nous avons aussi entrepris des campagnes de conscientisation dont l'objectif est de parvenir à 50% de participation des femmes au sein de notre syndicat », a-t-il indiqué lors de son entretien avec *Equal Times* [11 f].

Si la marche mondiale vers une interdiction totale du tabac représente indéniablement une tache sur l'horizon du TOAWUM, Sandramu s'efforce d'y voir une opportunité de réforme plutôt que d'extinction de l'industrie. « Nous encourageons les petits propriétaires à planter des cultures alternatives comme coton, céréales et légumes », dit-il. « Nous sommes affectés par le changement climatique mais le fait qu'autant d'hectares de terre fertile soient exclusivement réservés au tabac est aussi problématique. Nos agriculteurs vont là où il y a de l'argent. »

Ce qui est de moins en moins le cas avec le tabac, dès lors que les petits propriétaires voient leurs accès au marché coupé par les grands producteurs qui s'approvisionnent uniquement auprès de plantations liées à leurs sociétés. Quant à l'avenir, Sandramu affirme que les législateurs devront faire en sorte que les petits agriculteurs obtiennent un prix juste pour toutes leurs récoltes. « Si la possibilité est donnée aux Malawites de passer à une autre culture pour laquelle ils obtiendront un prix juste, ils le feront. Nous devons encourager les agriculteurs à diversifier mais nous devons aussi leur payer un prix équitable. »

Le paragraphe 11 f. de la Recommandation 204 encourage « la promotion de l'égalité et l'élimination de toutes les formes de discrimination et de violence, y compris la violence sexiste, sur le lieu de travail. »

ÉTUDE DE CAS : SÉNÉGAL

PASSER DU DISCOURS À L'ACTION EN MATIÈRE D'ÉCONOMIE INFORMELLE

PAR CHRIS BURNS



AP/Rebecca Blackwell

Soutenus par les nouvelles lignes directrices de l'Organisation internationale du travail, les travailleurs informels au Sénégal, comme ces vendeurs du marché de Dakar, se sont ralliés aux syndicats pour revendiquer plus de droits.

Ils sont pêcheurs, mécaniciens, vendeurs ambulants, gardiens de sécurité, travailleurs du textile, couturiers, employés de restaurants et de nombreuses autres catégories de travailleurs. Avec ceci en commun qu'ils sont tous classés en tant que travailleurs informels, constituant l'effectif le plus nombreux du Sénégal. Des travailleurs qui n'avaient pas voix au chapitre... jusqu'aujourd'hui.

Ces travailleurs organisés par les syndicats à l'issue de négociations avec le gouvernement et les employeurs revendiquent à présent des droits syndicaux et sociaux, avec l'appui de la Recommandation 204 de l'Organisation internationale du travail (OIT), adoptée il y a un

an par la Conférence internationale du travail. Celle-ci établit une feuille de route pour la transition des travailleurs informels vers l'économie formelle.

« Les gens sont conscients de leurs droits. Les politiciens voient ces masses comme un danger électoral et doivent les prendre en considération », a déclaré lors d'un entretien avec *Equal Times* Malick Sy, directeur des relations avec la société civile de la centrale syndicale nationale

sénégalaise Confédération Nationale des Travailleurs du Sénégal (CNTS). « *L'État ne peut plus les ignorer.* »

Ce premier mai, conformément à une tradition annuelle, les syndicats du Sénégal ont soumis au gouvernement une liste de demandes pour discussion, y compris une demande portant sur l'extension des protections sociales aux travailleurs de l'économie informelle. Bien que le gouvernement doive encore prendre des engagements fermes à cet égard, il a récemment entrepris d'assigner un espace de travail sécurisé doté d'une cantine pour les vendeurs ambulants dans la capitale sénégalaise, Dakar.

Selon les statistiques du ministère du Travail du Sénégal, plus de 48% de la population active exerce un emploi informel non agricole, contribuant à hauteur de 41,6% du PIB national. D'après Malick Sy, le processus de transition de l'informel vers le formel au Sénégal avait été amorcé bien avant l'adoption par l'OIT de la Recommandation 204 mais les directives de l'OIT sont venues renforcer la campagne en faveur d'un travail décent pour tous.

« *La Recommandation fournit aux syndicats une arme supplémentaire pour organiser et mieux pénétrer le secteur informel* », a dit Sy. « *Ces travailleurs restent dans l'informel mais notre mouvement syndical les encourage instamment à franchir le seuil stratégique de l'économie formelle.* »

UN LONG COMBAT

Cette campagne et les efforts d'organisation ont-ils réellement modifié la politique nationale – ou l'absence d'une telle politique – vis-à-vis des travailleurs informels? Sy fait remarquer que le gouvernement sénégalais doit toujours mettre en œuvre la Recommandation. « *Ce sera un long combat. Ce qui sous-entend une mobilisation,* » a dit Sy. Des négociations tripartites et bilatérales ont néanmoins eu lieu et, à ce propos, Sy attire l'attention sur le Plan Sénégal émergent (PSE) – le programme de politique économique et sociale du Sénégal pour la période 2014-35 – qui inclut un plan de formalisation des travailleurs informels et d'augmentation de l'assiette fiscale.

Sy se réjouit du fait que la formalisation des travailleurs informels figure à l'ordre du jour du débat national [6] mais dit que ce qui manque c'est « *une réalisation substantielle et concrète des objectifs* ». À ce propos, il a attiré l'attention sur l'objectif du gouvernement, tel qu'énoncé dans le PSE, de création de 150.000 nouveaux emplois par an. D'après lui, le résultat réel est nettement en-deçà des attentes. « *Il a été question de 20.000 emplois mais c'est encore loin de la réalité.* »

Quelle doit donc être l'étape suivante? « *Nous devons tenter d'étendre la sécurité sociale au secteur informel et amorcer une transition en douceur vers une formalisation des travailleurs de l'agriculture, de la construction et des autres travailleurs informels* », a-t-il indiqué. « *La pression se maintient au niveau des syndicats* », dit-il, relatant une réunion qui s'était déroulée le même jour à Dakar avec un groupe de 20 mécaniciens.

« *Nous sommes allés les rencontrer sur place* ». Leurs revendications incluaient : garantir l'accès au crédit pour l'achat d'équipement, des conditions de travail décentes, un nombre réduit d'heures de travail et une assurance médicale.

Sy a décrit leurs conditions de travail comme « *extrêmement difficiles* ». Dans une zone située en bordure de l'aéroport de Dakar, où approximativement 3.000 travailleurs informels sont basés, les mécaniciens que Sy a rencontrés réparent des voitures à ciel ouvert, sans éclairage, sans tenues de protection, sans premiers secours et sans eau courante. Les seules toilettes dont ils disposent sont improvisées.

« *Ils font des journées extrêmement longues sous un soleil de plomb et travaillent jusque tard dans la nuit. À la nuit tombée, ils se servent de lampes de poche ou des phares des voitures. C'est l'ingéniosité de la classe ouvrière* », dit Sy.

Le paragraphe 6 de la Recommandation appelle l'autorité compétente à « avoir recours à des mécanismes tripartites auxquels participent pleinement les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives qui devraient compter dans leurs rangs, conformément à la pratique nationale, les représentants d'organisations représentatives dont les membres sont des travailleurs et des unités économiques de l'économie informelle. »

À présent que la phase de sensibilisation est bouclée, les travailleurs informels au Sénégal se préparent à tenir une assemblée générale en vue de la mise sur pied d'un syndicat, en collaboration avec la CNTS. « *À partir de cette plateforme, ils vont travailler avec les autorités,* » signale Sy.

Un aspect encourageant, selon lui, est que le gouvernement ait au moins accepté de discuter des demandes des travailleurs informels et des syndicats. « *Nous devons les pousser, mobiliser, pour que ça se matérialise. Mais le potentiel existe bel et bien.* »

LE DÉFI DU TRAVAIL DÉCENT DANS LES AMÉRIQUES

PAR ESTHER ORTIZ



Parler du travail informel dans les Amériques c'est toucher à une réalité hétérogène – plus de 30 pays, sans oublier des centaines de langues et d'économies allant de la première puissance mondiale (les États-Unis) aux plus petites économies du monde (Dominique).

Mais alors que les contextes socioéconomiques, politiques et linguistiques peuvent varier, le résultat final de l'informalité - travail précaire, carence de droits, couverture de sécurité sociale faible ou inexistante et salaires de misère - est invariablement le même.

L'introduction de la Recommandation 204 par l'Organisation internationale du travail (OIT) en juin 2015 participe d'une tentative historique de garantir l'inclusion sociale et économique pour des centaines de millions de travailleurs de l'économie informelle à travers le monde, y compris approximativement 46,8% de tous les travailleurs en Amérique latine.

En Amérique du Nord aussi, la déréglementation et la nature changeante du travail sont un reflet du spectre omniprésent de l'informalité. Bien que les économies américaine et canadienne contribuent à hauteur de 25% au PIB mondial, le travail informel et atypique est à la hausse et représente actuellement 16 et 10% respectivement de la part du marché du travail dans les deux pays.

En conséquence, les syndicats ont décidé de relever le défi de l'organisation et de la représentation des effectifs croissants de l'« économie de l'ombre ». Au Canada, les femmes et les immigrants – ou les travailleurs appartenant à ces deux catégories – constituent la majorité de la main-d'œuvre informelle dans un large éventail de secteurs.

On retrouve un cas de figure similaire aux États-Unis. Malgré l'essor croissant de ce qu'on appelle désormais la « *gig economy* » ou économie du travail à la demande ou à la prestation (où, bien qu'officiellement classés au statut d'« *entrepreneurs indépendants* » ou « *freelance* », les travailleurs dépendent de plateformes technologiques commerciales comme Uber pour pouvoir offrir leurs services de VTC ou d'encodage), l'écrasante majorité du travail informel dans les secteurs de l'agriculture, des services, de la construction et du transport est effectuée par des immigrés.

Comme explique Gonzalo Salvador, chargé de presse de la confédération syndicale américaine AFL-CIO : « *La proportion de personnes travaillant dans le secteur informel aux États-Unis est relativement faible au regard d'autres pays du continent, et ce dû à des facteurs comme l'intégration économique des travailleurs et la capacité de ces derniers à faire valoir leurs droits par le biais de la négociation collective.* » Toutefois, poursuit-il, « *l'attaque contre les familles travailleuses et l'absence d'une réforme du système d'immigration ont placé des millions de travailleurs vulnérables face au risque d'exploitation.* »

Christine Bonner, conseillère de l'ONG internationale *Women in Informal Employment : Globalizing and Organizing* (WIEGO), partage ce point de vue. « *Le travail informel, précaire et dépourvu de sécurité va croissant, même en Amérique du Nord. Il s'agit, nommément, de personnes sans emploi à temps complet et parfois sans contrats.* »

S'agissant des femmes, les emplois informels se concentrent dans les domaines des soins aux personnes et du travail domestique. Bien que certains progrès aient été accomplis en vue de l'instauration de mesures de protection pour les travailleuses domestiques, principalement grâce à l'action de la *National Domestic Work Alliance*, en Amérique centrale et du Sud, les femmes restent sur-représentées dans pratiquement tous les domaines de l'économie informelle.

« *Elles travaillent en tant que domestiques, collectrices de déchets, vendeuses ambulantes, travailleuses à domicile et artisanes. La plupart d'entre elles luttent pour la reconnaissance et la sécurité,* » indique Christine Bonner.

La Recommandation 204 est une tentative sérieuse de « *s'attaquer au piège de l'économie informelle* » et les groupes vulnérables comme les femmes ont le plus à gagner des outils qu'elle procure aux gouvernements, aux municipalités et aux employeurs.

PLUS DE 130 MILLIONS DE TRAVAILLEURS INFORMELS EN AMÉRIQUE LATINE

La croissance économique de l'Amérique latine au cours des dernières décennies n'a pas suffi à secourir les plus de 130 millions de travailleurs de l'économie informelle privés d'un travail décent dans la région.

Les taux d'informalité varient d'un pays à un autre : Au sommet de la pyramide se trouve le Honduras, où il est estimé que 70,7% de la popu-

lation active travaille dans l'informel, suivi du Pérou avec 68,8%, de la Colombie avec 56,8% et du Mexique avec 54,2%. En Argentine, ce chiffre s'élève à 46,9% et au Costa Rica, à 33,6%.

L'emploi informel en Amérique latine tend à rentrer dans une des trois catégories suivantes : travail pour compte propre ou indépendant ; emploi informel au sein du secteur formel et non conforme au cadre réglementaire en vigueur, soit par ignorance soit par faiblesse institutionnelle ; et travail domestique pour le compte de particuliers.

Bien qu'une estimation exacte reste difficile, le nombre de travailleurs informels dans la région a baissé entre 2009 et 2013, d'après l'OIT.

Bien qu'une estimation exacte reste difficile, le nombre de travailleurs informels dans la région a baissé entre 2009 et 2013, d'après l'OIT. Dès 2012, l'OIT inscrivait la lutte contre le travail informel au nombre de ses priorités avec la Recommandation 202, qui jetait les bases d'un cadre réglementaire relatif aux socles de protection sociale pour les travailleurs domestiques, les vendeurs ambulants et les micro et petites entreprises.

À l'heure actuelle, les systèmes nationaux de sécurité sociale se sont convertis en une priorité d'action à travers la région. Cependant, malgré les mesures positives qui ont été prises, une partie des travailleurs parmi les plus vulnérables du continent restent dépourvus d'une protection sociale adéquate.

« *Les systèmes actuels sont faibles et sous-financés en raison de régimes fiscaux nationaux régressifs où la TVA est la taxe qui lève le plus d'argent* », selon Ariel Ferrari, conseiller des travailleurs auprès de la *Banco de Previsión Social* [la caisse de prévoyance sociale de l'Uruguay] et syndicaliste au sein de la centrale nationale *Pleuario Intersindical de Trabajadores-Convenión Nacional de Trabajadores* (PIT-CNT).

D'après lui, la portée de la couverture de sécurité sociale reste insuffisante dès lors que dans la plupart des cas, la déréglementation des emplois et les bas salaires font qu'il soit difficile pour les travailleurs de

s'engager dans des programmes de sécurité sociale volontaires. Les amendes imposées aux employeurs qui manquent de contribuer à ces programmes pour le compte de leurs travailleurs sont dérisoires.

« Il en résulte que des personnes qui sont privées du droit de bénéficier de la sécurité sociale contribuent à un système qui les exclut », poursuit Ferrari, qui explique que la plupart des pays de la région sont dépourvus d'une politique inclusive envers les travailleurs informels. Dans la plupart des cas, « l'inscription [des travailleurs informels] dans le système est essentielle pour renforcer celui-ci à un moment où d'aucuns remettent en cause sa capacité de survie ».

■ LA RIPOSTE

Nonobstant, les syndicats d'Amérique latine sont en train de riposter en mettant au point un « *programme syndical pour la sécurité sociale* ». Avec le soutien de la Confédération des travailleuses et travailleurs des Amériques (CSA), l'organisation régionale de la Confédération syndicale internationale (CSI), les syndicats de la région ont lancé la *Plataforma Sindical Continental sobre Seguridad Social* (Plate-forme syndicale continentale sur la sécurité sociale ou PLACOSS), afin d'« élaborer une proposition sur l'accès public universel et assisté à la sécurité sociale en tant que droit humain ».

“

Il en résulte que des personnes qui sont privées du droit de bénéficier de la sécurité sociale contribuent à un système qui les exclut.

”

Même avant l'adoption historique de la Recommandation 204, diverses initiatives avaient vu le jour visant l'avancement de la formalisation des travailleurs informels dans la région. Comme par exemple la loi en défense des travailleurs indépendants, fruit d'une initiative de la Confédération équatorienne des syndicats libres (CEOSL). Celle-ci garantit aux travailleurs indépendants le droit à la sécurité sociale et à des prestations en espèces en cas d'incapacité, ainsi qu'une protection contre les dangers au travail et les maladies professionnelles. Au nom du « *buen vivir* » ou « *bien vivre* », la constitution équatorienne de 2009 incluait pour la première fois les droits des travailleurs de l'économie informelle, tandis que des initiatives similaires ont aussi vu le jour au Venezuela, au Panama, au Pérou, en Colombie et au Honduras.

La Recommandation 204 reconnaît « la nécessité de prêter une attention spécifique aux personnes qui sont particulièrement exposées aux plus graves déficits de travail décent dans l'économie informelle, notamment les femmes, les jeunes, les migrants, les personnes âgées, les peuples indigènes et tribaux, les personnes vivant avec le VIH ou affectées par le VIH ou le sida, les personnes handicapées, les travailleurs domestiques et les personnes vivant de l'agriculture vivrière. »

Bien que les droits des travailleurs des peuples indigènes en Amérique latine soient protégés par plusieurs constitutions nationales, notamment celles du Pérou, du Guatemala et du Venezuela, ainsi que par des instruments internationaux tels que la Convention 169 de l'OIT relative aux peuples indigènes et tribaux, la réalité sur place est assez différente.

Nombre de travailleurs indigènes se voient exclus du marché du travail ou touchent des salaires inférieurs à la moyenne, a fortiori dans les communautés qui ont un accès limité à l'enseignement officiel ou professionnel. Les emplois précaires et les conditions de travail dangereuses ne sont pas inhabituels pour les travailleurs indigènes, alors que le travail des enfants et le travail forcé sont deux domaines qui suscitent une profonde préoccupation. De fait, l'Amazonie péruvien et les zones rurales de la Bolivie et du Paraguay affichent les plus grands nombres de travailleurs forcés au monde. Dans cette région, il est estimé que 1,2 millions de personnes se trouvent sous le joug de la « *servitude pour dette* ».

C'est une raison parmi de nombreuses autres pour laquelle l'expert régional de l'OIT sur l'informalité et la formalisation en Amérique latine, Juan Chacaltana, affirme : « *La R204 constitue un outil très utile parce qu'elle guide les mandants de l'OIT - travailleurs, employeurs et gouvernements - dans la transition vers l'économie formelle. Ce consensus global peut aider à atteindre plus rapidement un consensus au niveau national.* »

ÉTUDE DE CAS : URUGUAY

GRÂCE AU « *MONOTRIBUTO* », LES ARTISTES ONT DÉSORMAIS ACCÈS À LA SÉCURITÉ SOCIALE

PAR ESTHER ORTIZ

L'Uruguay, qui affiche l'un des salaires minimums les plus élevés d'Amérique latine et une densité syndicale de 32%, a entrepris des efforts notables au cours des deux dernières décennies pour combattre l'économie informelle. Non seulement a-t-il réduit la proportion de travailleurs employés dans l'économie informelle de 55% au début des années 1990 à 18% aujourd'hui, il est aussi le premier pays du continent où les travailleurs domestiques ont réussi à arracher le droit de négociation collective.

En 2003, la pression exercée par la seule centrale syndicale nationale du pays, *Plenario Intersindical de Trabajadores-Convención*

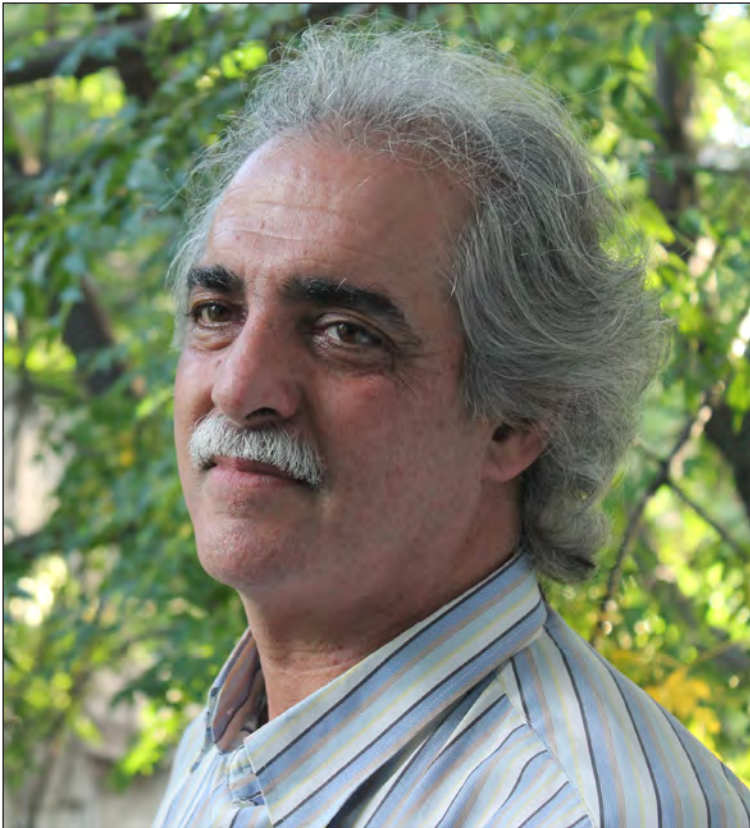
Nacional de Trabajadores (PIT-CNT), a conduit à une réforme de la loi sur la sécurité sociale de 2001.

La nouvelle loi accordait la priorité à « *l'inclusion des exclus* », principalement les vendeurs ambulants. Avec l'investiture du gouvernement du président Tabaré Vázquez en 2005, un nombre encore plus important d'activités ont été intégrées au sein du système de sécurité sociale national. Ceci a permis d'enre-



Nicolas Raddatz

Les gens du spectacle en Uruguay sont protégés par une loi spéciale qui leur garantit l'accès à la sécurité sociale.



Pour l'écrivain uruguayen Ignacio Martinez, tous les artistes devraient être couverts par la législation nationale sur la protection sociale.

gistrer les personnes qui auparavant ne pouvaient pas payer leurs impôts, de même que de protéger les contribuables en contrepartie d'une contribution modique appelée *monotributo* [25 b].

Aujourd'hui, 30.000 travailleurs informels uruguayens, y compris les travailleurs de rue comme les travailleurs du sexe, sont couverts par le programme à condition de cotiser un micro-impôt. Cette mesure est en adéquation avec les critères énoncés aux termes de la Recommandation 202 de l'Organisation internationale du travail relative aux socles de protection sociale, qui appelle tous les États à reconnaître « *que la transition vers l'emploi formel et l'établissement de systèmes de sécurité sociale durables se renforcent mutuellement.* »

En 2008, une loi spécifique - la loi n° 18.384 - a été créée pour protéger les artistes. D'après un communiqué de presse de la *Sociedad Uruguaya de Actores* (Société uruguayenne des acteurs ou SUA), la loi reconnaît « *la nature sporadique et intermittente de nos professions et prévoit un calcul spécial pour nos pensions de retraite qui tient compte non seulement de notre temps de travail en public mais aussi du temps investi dans les répétitions.* »

Pour accéder aux prestations prévues par cette loi - qui incluent l'ensemble des prestations sociales auxquelles ont accès les salariés, à l'exception de l'assurance chômage - les travailleurs doivent être inscrits dans une base de données nationale appelée Registre des artistes. « *Le monotributo vise à générer des droits pour les travailleurs informels et précaires* », indique Ariel Ferrari, conseiller des travailleurs auprès de la *Banco de Previsión Social* [caisse de prévoyance sociale] et syndicaliste au sein du PIT-CNT.

L'adoption de la loi a été accompagnée d'une campagne de sensibilisation bien accueillie expliquant pourquoi les travailleurs sont tenus de cotiser à la sécurité sociale. *Superseba*, une bande dessinée créée par l'Institut de la sécurité sociale relatant les épopées d'un jeune travailleur informel, a été un facteur de succès majeur dans la campagne.

■ PAS TOUS LES ARTISTES

Cependant, la loi 18.384 n'est pas sans écueils. « *Elle ne couvre que les catégories qui tombent sous la définition générale des arts du spectacle, comme les acteurs, les musiciens et les danseurs, en plus des personnes travaillant dans des domaines comme le dessin technique, les costumes, le maquillage, les décors, l'éclairage et le son, notamment,* » indique le célèbre écrivain, artiste et syndicaliste uruguayen Ignacio Martinez. « *Elle ne couvre pas les écrivains ou les artistes appartenant à toutes ses autres expressions.* »

Le paragraphe 25 b. de la Recommandation 204 de l'OIT signale : « *En ce qui concerne la formalisation des micro et petites unités économiques, les Membres devraient réduire les coûts de mise en conformité en mettant en place des dispositifs simplifiés de calcul et de paiement de l'impôt et des contributions.* »

Martinez s'inquiète aussi du fait que « *la loi a été très peu diffusée parmi les personnes directement concernées, tandis que l'État ne dispose pas de mécanismes pour en assurer la mise en œuvre.* »

Néanmoins, il signale que tous les syndicats du secteur collaborent aux côtés du Département de la culture du PIT-CNT pour faire en sorte qu'elle soit appliquée et respectée - et, à terme, étendue à tous les artistes, qu'ils appartiennent au monde du spectacle ou aux autres expressions artistiques.

ÉTUDE DE CAS : BRÉSIL

DE RAMASSEURS D'ORDURES INFORMELS À PROFESSIONNELS DE LA GESTION DES DÉCHETS

PAR MARINA WATSON PELÁEZ



Inara Chayamiti

Depuis que Recicla Ourinhos est devenue une coopérative, Matilda Ramos et les autres ramasseurs de déchets affiliés à cette organisation ont obtenu des droits garantis, de meilleures conditions de travail, de meilleurs salaires et une protection sociale.

Recicla Ourinhos est le nom d'une coopérative brésilienne de ramasseurs de déchets basée dans l'État de São Paulo. Membre du mouvement national des collecteurs de déchets du Brésil (MNCR), elle réunit en son sein plus de 100 ramasseurs de déchets qui auparavant travaillaient dans des décharges municipales.

Recicla Ourinhos a transformé des centaines d'emplois dangereux et informels - où les travailleurs étaient exposés à toutes sortes de contaminants, de maladies et de risques professionnels - en une coopérative garantissant des droits, un dispositif de santé et de sécurité, une protection sociale, des salaires accrus et de meilleures conditions de travail.

« Nous ne faisons pas partie de la société ; la société, nous en étions exclues », se rappelle la présidente de *Recicla Ourinhos*, Matilde Ramos. Aujourd'hui, la coopérative collecte et trie approximativement 250 tonnes de résidus recyclables par mois - et ses membres ne doivent plus aller fouiller dans les décharges publiques. « Le fait de nous organiser signifie ne plus vivre dans cet état d'esclavage. »

Matilde a commencé à travailler dans des décharges dès l'âge de cinq ans. Elle sait exactement à quel point ce travail peut être dangereux ; quand elle n'était encore qu'une enfant de huit ans, elle fut grièvement blessée quand elle a posé le pied sur un tas de braises ardentes.

Madame Ramos et d'autres *catadores*, ou collecteurs de déchets de sa zone, ont eu vent d'un projet qui était en cours à Assis, une ville du sud de l'état de São Paulo. Ils ont commencé à assister aux assemblées organisées par le MNCR et en octobre 2003, ils mirent sur pied l'Association des collecteurs de matériaux recyclables d'Ourinhos, qui se composait à l'époque d'une soixantaine de travailleurs, majoritairement des femmes.

Avec l'aide du conseil municipal, du Diocèse d'Ourinhos et du Secrétariat municipal de l'assistance sociale, entre autres, l'association fut transformée en une coopérative, en 2010, et fut intégrée dans le système de nettoyage urbain local.

En conséquence, les travailleurs de *Recicla Ourinhos* ont commencé à toucher un revenu mensuel régulier et étaient traités par le gouvernement comme des professionnels de la gestion des résidus.

Cette reconnaissance est reflétée dans l'espace de travail mis à la disposition de la coopérative par le conseil municipal. Aujourd'hui, le centre de recyclage *Recicla Ourinhos* est doté d'un entrepôt de triage des déchets, de bureaux administratifs, d'un réfectoire, de WC et de vestiaires.

■ « UN TRAVAIL VERT »

L'exemple de *Recicla Ourinhos* prouve que la volonté de promouvoir « des stratégies de développement durable, d'éradication de la pauvreté et de croissance inclusive », telles que prônées par la section II.A de la Recommandation 204 de l'Organisation internationale du travail sur la formalisation de l'économie informelle, est du domaine du possible.

L'éducation constitue, elle aussi, un élément-clé du travail de sensibilisation mené par *Recicla Ourinhos*. Les travailleurs organisent régulièrement des conférences et des ateliers de travail dans les écoles pour sensibiliser les adultes et les enfants à l'importance du « travail vert » fourni par les collecteurs de déchets, remplissant par-là même un rôle crucial pour la conscientisation environnementale, de même que pour l'inclusion sociale.

Juliana Mota, ancienne ménagère et collectrice de déchets, est la vice-présidente de *Recicla Ourinhos*. Elle a rejoint la coopérative il y a cinq ans et n'a jamais regretté sa décision. « *Ma vie a changé pour le mieux* », indique madame Mota. Elle et ses collègues touchent 1349 réaux (environ 375 USD) par mois, dont 11% est déduit à titre de contributions de sécurité sociale.

Tous les ramasseurs de déchets n'ont, toutefois, pas réussi à échapper aux vicissitudes du travail informel. Eduardo Ferreira de Paula, de Barra Funda, à l'est de Sao Paulo, travaille dans le secteur depuis 30 ans. Bien qu'il soit membre du MNCR, il dit que son revenu mensuel de 1000 réaux (environ 280 USD) n'est tout simplement pas suffisant. Comme la plupart des autres ramasseurs de déchets, ce père de quatre enfants doit chercher d'autres sources de revenus pour survivre, un cas de figure que la Recommandation cherche à éradiquer. [18]

« Il est vrai que les personnes qui collaborent avec *Recicla Ourinhos* ont de meilleures conditions de travail que dans d'autres coopératives », reconnaît Juliana Mota. Dans d'autres coopératives, les collecteurs doivent « ramasser les matériaux directement dans les décharges. Ils ne reçoivent aucun soutien de la municipalité et dans certains cas, les travailleurs n'ont pas accès à des toilettes, à des réfectoires ou à un moyen de transport. »

La Recommandation 204 est un outil de sensibilisation important pour aider les dizaines de milliers de collecteurs de déchets au Brésil qui n'ont pas accès à un travail décent, affirme Sonia Maria Dias,

Le paragraphe 18 de la Recommandation 204 de l'OIT signale : « Dans le cadre de la transition vers l'économie formelle, les Membres devraient progressivement étendre, dans la législation et la pratique, à tous les travailleurs de l'économie informelle, la sécurité sociale, la protection de la maternité, des conditions de travail décentes et un salaire minimum qui tienne compte des besoins des travailleurs et considère les facteurs pertinents, notamment le coût de la vie et le niveau général des salaires dans le pays. »

une spécialiste de la gestion de déchets qui travaille pour l'ONG *Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing*.

« Les collecteurs de déchets et d'autres travailleurs informels peuvent se servir de ce document pour inciter ou proposer des dialogues sur la politique avec leurs gouvernements », dit-elle, avant d'ajouter que la formalisation ne doit pas se faire aux dépens de la protection sociale.

Toutefois, l'accessibilité du document reste difficile ; une traduction officielle du document en portugais serait un bon point de départ, suggère madame Dias. Elle craint aussi que les récents troubles politiques au Brésil pourraient représenter une énorme menace pour les droits des travailleurs, « parce que le nouveau gouvernement est ultraconservateur ».

Cependant, le fait que la Recommandation établit les droits fondamentaux de tous les travailleurs de l'économie informelle « pourrait s'avérer extrêmement utile à l'heure de fournir les arguments et la légitimité nécessaires dans le cas où la situation empirerait », conclut-elle.

Rendez-vous sur www.equaltimes.org/videos pour visionner notre reportage sur « Les ramasseurs de déchets du Brésil s'unissent. »

ÉTUDE DE CAS : RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

LES TRAVAILLEURS DOMESTIQUES EN LUTTE POUR UN SALAIRE MINIMUM

PAR FANNY MALINEN

En République dominicaine, plus de la moitié de la population active travaille dans l'économie informelle. Dans un pays où la pauvreté et l'inégalité sont élevées – un peu moins de 20% du PIB revient à la moitié la plus pauvre de la population, alors que près de 40% de la richesse se concentre aux mains des 10% les plus riches – avec pour conséquence que beaucoup de travailleurs gagnent peu et ne sont pas couverts par la sécurité sociale.

Pour y remédier, la Confédération autonome des syndicats de travailleurs (*Confederación Autónoma Sindical Clasista*, CASC) a mis sur pied l'association mutuelle des services solidaires (*Mutual de Servicios Solidarios*, AMUSSOL). Celle-ci permet aux travailleurs de l'économie informelle et aux indépendants de s'inscrire au système de sécurité sociale du gouvernement [11 n]. Pour les travailleurs sans employeur ou dont l'employeur refuse de les déclarer, la mutuelle transfère la contribution du travailleur directement à la caisse de sécurité sociale.

« AMUSSOL est un employeur virtuel pour le système de sécurité sociale », explique Francisca 'Altagracia' Jiménez, de la CASC. Mise sur pied en 2011, elle couvrait, à la fin de l'année dernière, près de 60.000 travailleurs. Ceux-ci sont issus de nombreux secteurs différents : transport, salons de beauté, agriculture, ateliers de mécanique, travailleurs domestiques et vendeurs.

« Cela contribue à la transition de l'informel au formel, » affirme madame Jiménez, au même titre que les mesures mises en oeuvre par le gouvernement pour faciliter celle-ci, comme la caisse de solidarité et la simplification de la procédure d'inscription des micro-entreprises.



Xinhua

Les travailleurs domestiques représentent l'une des principales catégories de main-d'œuvre informelle en République dominicaine.

L'un des principaux groupes de travailleurs informels en République dominicaine sont les travailleurs domestiques. « *Le syndicat national des travailleurs domestiques compte actuellement 3400 membres. Cela a été possible grâce à une campagne d'organisation dans le cadre de laquelle des informations ont été diffusées aux travailleurs domestiques et à leurs employeurs pour leur permettre de reconnaître leurs droits.* »

D'après le bureau national de statistique, les travailleurs domestiques constituent 5,6% de la main-d'œuvre informelle en République dominicaine. Dans le cadre de l'AMUSSOL, ils bénéficient d'une couverture de santé et de l'équivalent de trois mois de salaire quand une travailleuse accouche. Les membres reçoivent même des subsides complémentaires en guise de prime d'allaitement.

Cependant, les travailleurs domestiques restent confrontés à de multiples défis. Beaucoup d'employeurs ne les considèrent pas comme de « vrais » travailleurs, sans compter que les domiciles particuliers ne sont pas couverts par la législation du travail. Il est estimé qu'au moins un tiers de l'ensemble de la main-d'œuvre domestique en République dominicaine provient du pays voisin, Haïti. La peur d'être déportés rend les travailleurs et travailleuses domestiques haïtiens particulièrement vulnérables aux abus de leurs employeurs.

CONVENTION 189

Il est indéniable que la ratification de la Convention 189 de l'OIT sur le travail domestique en 2013 (la même année que son adoption par l'OIT) a amélioré la situation des travailleurs domestiques. Ceci a été le fruit des pressions syndicales, en partenariat avec les organisations de la société civile, particulièrement celles dont l'action est centrée sur l'égalité hommes-femmes, a dit Francisca Jiménez. Les femmes représentent approximativement 90% de la main-d'œuvre domestique en République dominicaine – confirmant une tendance présente à l'échelle mondiale – et la protection des droits des femmes est inscrite dans un des objectifs de la Recommandation 204 – à savoir « *la promotion de l'égalité entre femmes et hommes et la non-discrimination* ».

Les droits de liberté syndicale et de négociation collective sont également garantis par la Convention 189 et promus par la Recommandation 204. La Convention prévoit également des salaires minimums, des périodes de repos journalières et hebdomadaires, ainsi que des conditions d'emploi claires.

Cependant, la ratification de la Convention 189 et l'adoption de la Recommandation 204 ne sont que le commencement. Elles doivent

à présent aussi être mises en pratique, et c'est précisément pour cela que la CASC continue de faire campagne. « *Pour appliquer la Convention, il est nécessaire de modifier la législation du travail* », explique madame Jiménez. « *Cela permettra de changer la vie de milliers de femmes qui travaillent dans ce secteur.* » [26]

Avant les élections de mai 2016, la revendication d'une nouvelle législation du travail est passée à l'avant-plan et a été épousée par la plupart des candidats. Elle établirait un salaire minimum pour les travailleurs domestiques, dont près de la moitié touchent aujourd'hui moins de 6000 pesos (approximativement 130 USD) par mois, de même qu'une journée de

Le paragraphe 11 n. de la Recommandation 204 appelle à « l'établissement, lorsqu'ils n'existent pas, de socles de protection sociale et l'extension de la couverture de la sécurité sociale. »

huit heures. À l'heure actuelle, les travailleurs domestiques effectuent fréquemment des journées de travail de 16 heures. La législation garantirait également l'inclusion des travailleurs domestiques dans le système de sécurité sociale, avec accès aux soins de santé, à la protection de la maternité, aux pensions et à une couverture contre les accidents du travail.

D'après Francisca Jiménez, le débat sur la législation du travail est en suspens parce que les employeurs cherchent à minimiser les acquis obtenus par le syndicat des travailleurs domestiques. La proposition de loi bénéficie, néanmoins, du soutien des centrales syndicales et d'autres organisations, et la syndicaliste a donc bon espoir qu'elle sera adoptée prochainement.

Le paragraphe 26 de la Recommandation 204 prévoit que : « Les Membres devraient mettre en place des mécanismes appropriés ou réviser les mécanismes existants pour assurer l'application de la législation nationale, et notamment garantir la reconnaissance et le respect des relations de travail de manière à faciliter la transition vers l'économie formelle. »

ÉTUDE DE CAS : ÉTATS-UNIS

COOPÉRATIVES 4.0 – UNE ALTERNATIVE « COMMERCE ÉQUITABLE » À L'UBER- EXPLOITATION ?

PAR NITHIN COCA

L'un des plus grands défis aux États-Unis tient au choc de plus en plus intense entre le nombre croissant de « *gig workers* » ou travailleurs à la demande – travailleurs contractuels indépendants généralement engagés sous des contrats de courte durée ou à la prestation – et les plateformes technologiques massives de services à la demande, propriétés d'investisseurs, qui accaparent une part de plus en plus importante du marché du travail national.

L'année écoulée a vu s'intensifier les pressions en faveur d'une meilleure définition du statut des travailleurs à la demande, elles-mêmes motivées par l'échec de la révolution du partage à autonomiser les travailleurs. Les États-Unis accusent désormais un niveau record d'inégalité de revenu, une stagnation des salaires chez les Américains de classes moyenne et inférieure, ainsi qu'un nombre inédit d'entrepreneurs indépendants.

« *L'inégalité de revenu se trouve au cœur d'un grand nombre de problèmes sociaux* », indique Joshua Danielson, l'un des cofondateurs de la Loconomics Co-

operative, qui s'est donné pour mission de « *miser sur la technologie, la copropriété et la communauté pour faire croître les économies locales* » dès son lancement en Californie plus tard cette année. « *Les plateformes [de partage] sont en train de se convertir en de gigantesques agences de travail intérimaire ; mais au lieu de centaines de patrons, il n'y en a qu'un. Faut-il vraiment que des gens se convertissent en milliardaires aux dépens de travailleurs sous-payés ?* »

C'est la réalité, à l'heure où ladite économie du partage est dominée par une petite poignée de plateformes appartenant à des grandes fortunes – Amazon, Uber et AirBnB, pour ne citer qu'elles. Leur objectif n'est pas de maximiser le revenu des travailleurs mais de maximiser les retours pour les investisseurs. C'est pourquoi la richesse générée par ces plateformes n'a pas encore eu



Stocksy/Simone Becchetti

La richesse générée par les travailleurs pour les méga-plateformes technologiques de services à la demande comme Uber produit rarement des retombées économiques.

de retombées pour celles et ceux-là mêmes qui – par leur encodage, la conduite de leurs véhicules ou leur travail éreintant dans des entrepôts – font le travail.

L'économie des services à la demande est concentrée aux mains d'entreprises qui, à présent, engagent des légions de juristes pour refondre les politiques et les lois à leur avantage. « *En ce moment-même, l'économie du travail à la demande est totalement axée sur les grands monopoles, où le moindre espace est investi par un grand Uber,* » selon Nathan Schneider, journaliste et chercheur en résidence à la faculté de media studies, à l'Université de Colorado Boulder. « *Cela participe d'une sorte de logique du gagnant rafle tout.* »

Sharan Burrow, secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale (CSI) est de cet avis : « *Ce n'est pas la technologie qui est en cause, il y a toujours eu de nouvelles technologies. Mais il faut veiller à ce que des réglementations soient en place pour veiller à la protection de l'emploi.* »

Elle veut que l'économie numérique soit soumise aux mêmes règles que l'économie générale. « *Toutes les autres entreprises disposent de ce que l'on appelle un "agrément social" pour démarrer une activité – elles doivent être enregistrées dans le pays où elles sont actives, doivent payer des impôts, participer à la sécurité sociale et sont responsables du dialogue social, des salaires et de la santé de leurs salariés. Ces entreprises ne devraient pas être exemptées.* »

Cependant, une lueur d'espoir naît alors qu'un nombre croissant de développeurs, d'organisations et d'entrepreneurs cherchent à prendre une idée très ancienne – des coopératives appartenant aux travailleurs – et à transformer celles-ci en plateformes coopératives, créant des outils novateurs pour l'autonomisation des travailleurs à l'âge numérique. **[11 g]**

■ IDÉE ANCIENNE, TECHNOLOGIE NOUVELLE

Les coopératives ont existé depuis des décennies et ont amplement fait leurs preuves en tant que modèle pour l'autonomisation des travailleurs et la garantie de salaires équitables. Bien qu'il y ait environ 29.000 coopératives aux États-Unis, celles-ci tendent à être locales – une épicerie, une boulangerie – et c'est là que réside en partie leur intérêt. Cela permet de garder l'argent au sein de la communauté et de créer un lien direct, souvent par chevauchement, entre travailleurs et consommateurs.

Ce modèle, où les décisions sont prises en collaboration et souvent par consensus remet en cause les méthodes de travail des Big Tech, où des critères tels que la vitesse, le design et l'expérience des utilisateurs sont essentiels en vue de la création d'une plateforme à succès.

Ce que Trebor Scholz, expert de l'économie du partage et maître de conférences en culture et médias à la New School de New York voudrait voir ce sont des plateformes coopératives qui allient une fondation open-source, le non-lucratif et le modèle coopératif traditionnel. Elles appartiendraient aux travailleurs, s'appuieraient sur la technologie open-source et seraient gérées de façon transparente, supprimant du même coup deux des principaux problèmes liés aux plateformes de services à la demande : la toute importance accordée à l'aspect lucratif et le manque d'espace laissé aux voix des travailleurs.

« *Ce qui a manqué dans le débat sur l'avenir du travail c'est une approche qui offre aux gens quelque chose qu'ils puissent embrasser de tout cœur,* » affirme Scholz.

Les plateformes coopératives, selon lui, peuvent constituer l'alternative commerce équitable aux plateformes commerciales existantes, dépendantes des bas salaires et de l'exploitation.

Qu'une boulangerie coopérative entre en concurrence avec une chaîne de boulangeries à l'échelle d'un quartier est une chose : Les plateformes coopératives, elles, s'affrontent à quelques-uns des plus grands géants commerciaux du monde. Uber, par exemple, qui est valorisée à quelque 68 milliards USD ou Amazon, qui est la septième société mondiale en termes de capitalisation boursière.

Le paragraphe 11 g. de la Recommandation 204 préconise « la promotion de l'entrepreneuriat, des micro-entreprises et des petites et moyennes entreprises, ainsi que d'autres formes de modèles d'entreprises et d'unités économiques, comme les coopératives et autres unités de l'économie sociale et solidaire. »

Un autre obstacle de taille qu'affrontent les plateformes coopératives est l'argent. Il n'y a pas de réponse aux millions provenant de fonds à capital-risque qui irriguent les plateformes de partage, et qui permettent à des entreprises comme Uber de casser les prix des taxis pour gagner des parts de marché.

Pour Danielson, cela peut avoir un effet positif. « *Nous n'avons pas la pression de devoir livrer un retour sur investissement multiplié par dix.* » « *Nos bénéfices sont contrôlés par les propriétaires et [les membres du personnel] seront rémunérés aux taux du marché et non à celui de cadres exécutifs.* »

Mais en définitive, la réussite des plateformes coopératives exige une transition sociétale vers une autonomisation accrue des travailleurs et un marché du travail plus équitable.

« *De toute évidence, ce n'est pas simplement de technologie qu'il s'agit. Ce dont il s'agit c'est d'un changement de perspective, dans le sens du mutualisme, du coopérativisme,* », affirme Scholz. Et d'une économie où les travailleurs plutôt que les capitalistes à risque sont aux commandes.

S'ATTAQUER À L'ÉCONOMIE INFORMELLE DANS LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE

PAR DAVID BROWNE

Bien qu'il soit difficile de disposer de données fiables sur l'économie informelle dans la région, la plupart des experts internationaux s'accordent sur le fait que – à l'exclusion des travailleurs agricoles – approximativement 60% des travailleurs en Asie-Pacifique travaillent dans l'économie informelle.

En Asie du Sud, près de **85%** des travailleurs seraient dans l'informalité

En Asie du Sud-est, **65%** des travailleurs sont employés dans l'économie informelle

En Asie centrale et occidentale, les travailleurs informels représentent approximativement

40% de la population active



Avec 4,2 milliards d'habitants, la région Asie-Pacifique abrite près de 60% de la population de notre planète. Ce vaste territoire englobe les économies riches de l'Australie, du Japon, de Singapour et de la Corée du Sud ; les superpuissances émergentes que sont la Chine et l'Inde, avec toutes leurs contradictions ; à mi-chemin entre les deux, la Malaisie ; parmi les plus pauvres, le Bangladesh et le Cambodge, où une seule semaine sans emploi peut s'avérer dramatique pour un travailleur ; et enfin les îles du Pacifique, comme Tuvalu et Kiribati, dont les économies figurent parmi les plus petites du monde.

Personne ne sait combien il y a de travailleurs informels dans la région Asie-Pacifique. Ni l'Organisation internationale du travail (OIT), ni la Banque mondiale, ni même l'armée de syndicats, d'activistes sociaux et d'ONG qui travaillent pour améliorer les conditions de vie et de travail des travailleurs les plus exploités du monde.

Comment feraient-ils, alors que peu d'entre eux arrivent à s'accorder sur la nature et l'incidence d'une « économie informelle » qui brasse des milliards de dollars – une économie qui par sa nature-même est non régulée ? Une économie qui va des travailleurs d'usines ultramodernes de transformation du poisson en Papouasie Nouvelle-Guinée, rémunérés à la pièce, toutefois sans le moindre droit et sans protection sociale, aux pratiques esclavagistes, néo-féodales, des briqueteries du sous-continent indien.

« *Tout ce que nous savons c'est que leur nombre [celui des personnes travaillant dans l'informel] est colossal* », affirme Arun Kumar, spécialiste principal auprès du Bureau des activités pour les travailleurs (AC-TRAV) de l'OIT, basé à Bangkok. « *Il est, toutefois, impossible de fournir des données précises* », insiste-t-il, « *car il n'existe pas de définition uniforme des travailleurs informels. Presque tous les pays en offrent, en effet, une définition différente.* »

Il est, néanmoins, possible de s'accorder sur certaines statistiques. La plupart des experts internationaux s'accordent sur le fait que – à l'exclusion des travailleurs agricoles – approximativement 60% des travailleurs en Asie-Pacifique travaillent dans l'économie informelle. Les chiffres varient entre approximativement 85% de la population active en Asie du Sud, 65% en Asie du Sud-est et 40% en Asie Centrale et Occidentale.

Au-delà des statistiques, il est possible de distinguer un certain nombre de points communs : une forte prévalence du travail des enfants et du travail forcé, les caractéristiques les plus extrêmes de l'économie informelle ; un nombre disproportionné de femmes travaillant dans l'économie informelle ; et une faible productivité conjuguée à de faibles revenus et de faibles compétences.

Pour celles et ceux qui se trouvent en première ligne du combat pour des conditions meilleures pour les travailleurs de l'informel, la Recommandation 204 de l'OIT a suscité une réception mitigée. Alors qu'un grand nombre de syndicats et organisations de la société civile se réjouissent de disposer d'un outil supplémentaire pour combattre l'informalité, d'autres se montrent moins enthousiastes. « *Il y a tant de conventions et de normes du travail internationales que l'Inde a ratifiées. Mais dans quelle mesure les choses ont-elles réellement changé ?* », s'interroge Laxmi Narayan, secrétaire générale du syndicat des collecteurs de

déchets (KKPKP), à Pune, dans l'État indien du Maharashtra.

Fondé en 1993, le KKPKP – *Kagad Kach Patra Kashtakari Panchayat* ou Association des travailleurs du papier, du verre et du métal – représente aujourd'hui près de 11.000 ramasseurs d'ordures et collecteurs et recycleurs de déchets. C'était le premier syndicat en son genre à avoir vu le jour en Inde. « *Les systèmes officiels ont parfois pour effet de dresser des murs et de cacher ce qui est réellement en train de survenir au-dedans,* » confie Laxmi Narayan.

« *La transition de conditions d'emploi « informelles » vers des conditions plus « formelles » peuvent susciter certaines inquiétudes chez les travailleurs. Ce qui peut engendrer des réglementations qui rendent les conditions non pas meilleures mais plus difficiles pour les travailleurs informels* », avertit-elle.

■ UNE TRANSITION INTÉGRÉE

C'est précisément ce à quoi tente de s'attaquer la Recommandation 204 de l'OIT. Le paragraphe 8, par exemple, appelle les membres à procéder à « *une évaluation et à un diagnostic des facteurs, des caractéristiques, des causes et des circonstances de l'informalité dans le contexte national pour aider à concevoir et mettre en œuvre une législation, des politiques et d'autres mesures visant à faciliter la transition vers l'économie formelle.* »

Dans le même ordre d'idées, le paragraphe 10 recommande aux membres de « *s'assurer qu'un cadre de politiques intégrées est inclus dans les stratégies ou plans nationaux de développement ainsi que dans les stratégies nationales de réduction de la pauvreté et les budgets, afin de faciliter la transition vers l'économie formelle, en tenant compte, s'il y a lieu, du rôle des différents niveaux de gouvernement.* »

Or ce n'est bien trop souvent pas le cas dans ce continent. Selon Laxmi Narayan, la formalisation des travailleurs informels peut « *faire basculer les règles du jeu en faveur des puissants intérêts financiers, qui voient des opportunités commerciales dans des secteurs qui ont été innovés et développés par les travailleurs de l'économie informelle.* »

« *Bien entendu, de nombreux droits et prestations sont garantis dans le système d'emploi formel. Mais il y a aussi tellement d'employeurs qui cherchent constamment à contourner le système et qui sont à l'affût de la moindre faille pour exploiter leurs travailleurs.* »

Aujourd'hui, au terme de nombreuses années de luttes, de contestations et de négociations,

les travailleurs affiliés au KKKPKP ont enfin une convention sur le salaire minimum avec les autorités municipales de Pune, ainsi que le droit indépendant de vendre et recycler des déchets. « Cela ne veut pas dire pour autant que tous les problèmes ont été réglés. Nous devons rester vigilants et veiller à maintenir un niveau élevé de solidarité et d'unité. Pour moi, c'est ce qu'il y a de plus important », insiste madame Narayan.

■ UN MOTEUR POUR LE TRAVAIL FORMEL

Ce message de collectivisme est aussi relayé par Mike Bird, responsable des opérations chez WIEGO, organisation fondée à l'Université d'Harvard, aux États-Unis, en 1997 et officialisée dix ans plus tard et désormais basée à Manchester, au Royaume-Uni.

WIEGO – acronyme de *Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing* (Femmes dans l'Emploi Informel : Globalisation et Organisation) – a pour vocation l'autonomisation économique des travailleurs informels. Ses activités sont centrées sur quatre catégories principales de travailleurs informels – travailleurs domestiques, travailleurs à domicile, collecteurs de déchets et vendeurs ambulants.

« Nous sommes globalement encouragés par la Recommandation de l'OIT, » affirme Bird, « et surtout par la reconnaissance qu'elle accorde aux personnes travaillant dans l'économie informelle et son appel en faveur de la préservation et du maintien des moyens de subsistance existants. »

« Il y a de la force dans ces idées, elle fournit un modèle. Toutefois, bien qu'elle soit utile, elle n'apporte pas à elle seule une solution intégrale, loin s'en faut. Ce qui nous préoccupe c'est l'absence d'un « moteur » pour le travail formel. Peu importe les intentions exprimées, il n'y a pas un seul organe qui soit chargé ou qui soit à même de générer des emplois formels. »

Les dessous de table et la corruption représentent un problème majeur auquel s'affrontent bon nombre de travailleurs informels, notamment les vendeurs de rue, selon Bird. « Si la Recommandation de l'OIT est adoptée par les gouvernements de la région, je pense que les démarches en vue d'une formalisation pourraient aider à éliminer, en partie, les pots-de-vin et les « taxes officieuses » imposés aux travailleurs de l'économie informelle. Ça ne peut être qu'une bonne chose.

« Et si la Recommandation de l'OIT accorde aux vendeurs ambulants l'autonomie nécessaire pour recourir aux autorités municipales et leur dire : « Hé ! Voici ce que dit la communauté internationale. Que comptez-vous faire en ce sens ? Encore une fois, ça ne peut être qu'une bonne chose. »

À travers la région Asie-Pacifique, il y a de nombreux exemples positifs de pays qui tentent de venir en aide à leurs travailleurs informels, indique Arun Kumar de l'OIT-ACTRAV. « Aux Philippines, le gouvernement a promulgué une nouvelle loi pour protéger les travailleurs domestiques. L'Inde met en œuvre toute une série d'initiatives pour les travailleurs de l'économie informelle, qui visent la protection sociale, la sécurité sociale et l'amélioration de l'accès au crédit. La Thaïlande, quant à elle, a mis en route des programmes d'assurance médicale universelle et facilité l'accès aux crédits pour les indépendants et les micro-entreprises », a-t-il signalé.

« Mais en définitive, ce n'est tout simplement pas assez. Le modèle de développement existant et les pratiques actuelles en matière d'emploi conduisent à des emplois précaires, des emplois faiblement rémunérés et à la croissance du chômage dans l'économie informelle », affirme Kumar. « C'est ce que tente de contrer et à quoi tente de s'attaquer la Recommandation de l'OIT. Il s'agit d'une voie claire vers un meilleur avenir pour les travailleurs informels partout. »

Selon Simon Steyne, conseiller principal auprès du Bureau de l'OIT chargé de l'intégration des principes et droits fondamentaux au travail : « Ce n'est pas uniquement à coups de réglementations que vous allez faire disparaître l'économie informelle comme par enchantement. Notre vision est celle d'un travail décent pour tous. Nous nous efforçons d'encourager activement les travailleurs de l'économie informelle à trouver leur voix collective en s'organisant, afin de faire le pas de l'économie informelle vers l'économie formelle. La clé se trouve dans une approche en amont. »

Ce qui nous préoccupe c'est l'absence d'un « moteur » pour le travail formel. Peu importe les intentions exprimées, il n'y a pas un seul organe qui soit chargé ou qui soit à même de générer des emplois formels.

Une approche qu'incarne à la perfection l'*International Domestic Workers' Federation* (IDWF), à Hong Kong. Initialement mise sur pied en 2006 sous forme d'un réseau répondant aux besoins des 65 millions de travailleurs domestiques à travers le monde, elle fut officiellement enregistrée en tant qu'organisation syndicale deux ans plus tard. L'IDWF a joué un rôle déterminant envers la mobilisation de la pression internationale qui a conduit à l'adoption, en 2011, de la Convention 189 de l'OIT sur le travail domestique décent. Elle reste encore à l'heure actuelle un brillant exemple d'accomplissement et de changement positif pour tous les travailleurs des économies informelles de par le monde.

ÉTUDE DE CAS : INDE

LE FLÉAU DU TRAVAIL DES ENFANTS DANS L'INDUSTRIE INFORMELLE DES PIERRES PRÉCIEUSES

PAR DAVID BROWNE

Jaipur est enchâssée tel un joyau resplendissant dans l'éclat du soleil du Rajasthan. Mais derrière la façade de ses célèbres remparts roses, au milieu du chaos grouillant et frénétique de la vieille ville, au moins 200.000 personnes – quasi exclusivement des hommes et des jeunes garçons – travaillent dans l'économie informelle des pierres précieuses.

Vijay Goyal, une des forces vives derrière le Groupe d'action contre le travail des enfants et dirigeant du Centre de gestion de crise pour l'enfance (*Crisis Management Centre for Children*) à Jaipur, estime le nombre d'enfants travaillant rien que dans le secteur informel des pierres précieuses à près de 25.000 **[16 b + 16 c]**.

« Il est difficile de donner un chiffre précis. Mais nous savons qu'il y en a des milliers et des milliers, » affirme Vijay, qui au fil des ans a secouru des centaines d'enfants de la servitude dans divers secteurs. À Jaipur, j'ai moi-même été témoin de la libération de quatre jeunes garçons qui étaient tenus en servitude dans un atelier textile. Le plus jeune avait 11 ans. Ils travaillaient 14 heures par jour pour 50 roupies (0,80USD) la semaine.

Bien qu'il existe des lois contre les pires formes de travail des enfants, l'exploitation et l'esclavagisme, il est estimé que plus de 10 millions d'enfants en Inde vont au travail au lieu d'aller à l'école. Par ailleurs, près de 1,2 million d'enfants travaillent dans des industries dangereuses comme le polissage de pierres précieuses. Et tandis que le paragraphe 17 a) de la Recommandation 204 de l'Organisation internationale du travail sur la formalisation de l'économie informelle appelle les pays membres à « prendre des mesures immédiates afin de remédier aux conditions de travail dangereuses et insalubres qui caractérisent souvent le travail dans l'économie informelle », à Jaipur, les conditions de santé et sécurité dans les ateliers traditionnels de polissage de pierres précieuses ne peuvent être décrites autrement qu'épouvantables.

Les meules et les moteurs de polissage qui tournent à grande vitesse ne sont munis d'aucun écran de protection. Les fils électriques dénudés présentent un danger constant. Les travailleurs, dont pas un seul ne porte de masque de protection, inhalent à pleins poumons la poussière ultrafine produite par le polissage des pierres, provoquant de nombreuses maladies respiratoires.

Les paragraphes 16 b. et 16 c. de la Recommandation 204 préconise : « l'élimination de toute forme de travail forcé ou obligatoire, (et) l'abolition effective du travail des enfants ».

Certains d'entre eux s'appliquent des bandes découpées dans des ballons – et même de la super-glue – en guise de protection pour les doigts. Entassés dans des espaces de travail étriqués, assis le dos courbé durant de longues heures devant le touret de polissage, ces travailleurs souffrent fréquemment de troubles musculosquelettiques.

PAYÉS UNE MISÈRE DANS UNE INDUSTRIE MULTIMILLIARDAIRE

L'Inde est le plus grand centre de taille et de polissage de pierres précieuses au monde, avec un commerce à l'exportation évalué à 1 milliard USD par an. La valeur globale du marché indien des pierres précieuses et de la bijouterie est estimée à 39 milliards de dollars par an. Une fortune dont les travailleurs des ateliers informels de Jaipur ne voient jamais la couleur.

Ces artisans de grand talent se sentent laissés pour compte et exploités. « À l'heure actuelle, nous touchons 65 roupies à la place des 100 roupies que nous touchions auparavant. Les acheteurs continuent de vendre aux mêmes prix qu'avant. Nous gagnons de moins en moins. Il semble que d'autres personnes s'enrichissent de notre sueur et de notre labeur, » dit Muhammad Qudratullah, 54 ans, à la tête d'un atelier familial de polissage d'émeraude typique.

« Mon père et mon grand-père exerçaient ce métier. Ensuite ce fut à mon tour de prendre la relève. Mon fils s'y est mis lui aussi. Mais nous en avons assez. Ce commerce a cessé d'être profitable. Nous voulons un changement. Les gens en ont marre. Ils ne sont pas correctement rémunérés car il s'agit d'une petite activité informelle. Nous ne pouvons pas faire grand chose. Nous voulons que nos enfants aient un autre métier. »

Rendez-vous sur www.equaltimes.org/videos pour visionner notre reportage « Le travail des enfants dans l'industrie des pierres précieuses en Inde »

ÉTUDE DE CAS : PHILIPPINES

QUAND LES TRAVAILLEURS MIGRANTS RENTRENT À LA MAISON

PAR ESTRELLA TORRES



Des OFW ou Overseas Filipino Workers (travailleurs philippins d'outre-mer) arrivent à Manille, Philippines, le 9 mars 2013, rapatriés depuis la Syrie en guerre dans le cadre du programme « Assist Well » du gouvernement philippin.

Le marin philippin Geraldo, 40 ans, a survécu à une attaque de pirates au large des côtes de Lagos, au Nigéria, en 2010, où il travaillait en tant que maître d'équipage pour un navire battant pavillon grec. Malgré les risques et le traumatisme, il est retourné travailler pour pouvoir continuer à subvenir à sa famille de quatre fils. Cependant, en décembre 2015, Geraldo fut forcé de rentrer chez lui ; après 17 années de bons et loyaux services, il a été licencié.

Près de neuf millions de Philippines travaillent à l'étranger. Entre janvier et novembre 2015, il est estimé que leurs envois d'argent ont injecté à hauteur de 25,2 milliards USD dans l'économie des Philippines – soit approximativement un dixième du PIB national.

Mais à présent, beaucoup de ces travailleurs sont en train de rentrer au pays. Selon un rapport du Département des Affaires étrangères des Philippines, entre 2005 et juillet 2015, le nombre de travailleurs philippins d'outre-mer (OFW) est tombé de 9 à 7,9 millions. Les motifs sont multiples et variés – la crise économique mondiale, les conflits au Moyen-

Orient et en Afrique du Nord – cependant pour la plupart de ces migrants qui rentrent au pays, refaire la transition vers le marché philippin est loin d'être une partie de plaisir.

C'est notamment le cas de Geraldo, qui travaille désormais en tant que taxi (jeepney) indépendant à San Pedro, au sud de Manille, rejoignant les rangs des millions de travailleurs informels aux Philippines.

D'après le Département du Travail et de l'Emploi (DOLE), l'économie informelle s'est contractée de 14,75 millions de travailleurs, en juillet 2014, à 13,143 millions de travailleurs en juillet 2015. Cependant, plus de trois Philippines sur dix continuent d'exercer un emploi vulnérable et davantage reste à faire pour protéger les travailleurs migrants qui retournent au pays et empêcher qu'ils ne tombent dans l'informel.

En conséquence, en juin 2011, le DOLE a lancé un programme de réinsertion estimé à deux milliards de pesos (42 millions USD) [15 e]. Celui-ci prévoit une aide sous forme de crédits de jusqu'à 200.000 pesos (approxi-

Le Paragraphe 15 e. de la Recommandation 204
préconise « des politiques sur les migrations de main-d'œuvre qui tiennent compte des besoins du marché du travail et promeuvent le travail décent et les droits des travailleurs migrants. »

Le paragraphe 12. de la Recommandation 204 signale :
« Lorsqu'ils formulent et mettent en œuvre un cadre de politiques intégrées, les Membres devraient assurer la coordination entre les différents niveaux de gouvernement et la coopération entre organes et autorités compétents, notamment les autorités fiscales, les institutions de sécurité sociale, les services d'inspection du travail, les autorités douanières, les instances chargées des questions migratoires et les services de l'emploi, compte tenu des situations nationales. »

mativement 4300 USD) pour les travailleurs philippins qui ont perdu leur emploi à l'étranger, leur permettant ainsi de mettre sur pied une petite entreprise ou d'acquérir de nouvelles compétences professionnelles.

Certaines catégories de travailleurs bénéficient d'un statut prioritaire, notamment les nombreuses travailleuses migrantes qui ont subi des abus physiques et sexuels graves, principalement alors qu'elles étaient employées en tant que domestiques dans des pays du Golfe. Mis à part le traitement pour traumatismes physiques et psychologiques, la réinsertion immédiate dans le marché du travail aide ces femmes à « se remettre sur pied », d'après la secrétaire au Travail des Philippines, Rosalinda Baldoz.

== TRAVAILLEUSES DOMESTIQUES MIGRANTES

Le DOLE met également en œuvre un programme d'assistance pour les OFW déplacées, rapatriées depuis des pays en conflit comme la Syrie, la Libye, le Yémen ou l'Irak. Le programme *Assist Well* – également lancé en 2011 – aide les travailleuses à obtenir des lettres de recommandation pour des offres d'emploi dans des pays sûrs.

« Les Philippines ont pris un engagement en faveur du renforcement des capacités des travailleuses migrantes philippines à protéger leurs droits pendant qu'elles sont employées à l'étranger, ainsi que quand elles retournent aux Philippines, sur la base de la Recommandation 204, » a indiqué Baldoz, faisant allusion à l'instrument de l'Organisation internationale du travail (OIT) qui vise à faciliter la transition des travailleurs de l'économie informelle vers l'économie formelle. ^[12]

L'un des meilleurs exemples du travail du DOLE dans ce domaine sont les mesures introduites pour protéger les droits des travailleuses en Arabie Saoudite. Les travailleuses domestiques migrantes dans les pays du Golfe sont sujettes à des abus et à une exploitation indicibles, et sont privées de recours à la justice – les quelque 1,2 millions d'OFW qui travaillent dans la région n'échappent pas à cette règle.

Néanmoins, le gouvernement philippin est l'un des rares à avoir tenu tête à la toute puissante Arabie Saoudite en insistant sur le respect de certains droits humains et des travailleurs fondamentaux. Suite à la signature d'un protocole d'entente inédit entre les deux pays en 2012, le

gouvernement philippin s'efforce d'assurer que des vérifications des antécédents sont effectuées sur tous les employeurs, que les travailleuses effectuent un maximum de huit heures de travail par jour, six jours sur sept, et qu'elles reçoivent un salaire mensuel de 400 USD minimum, entre autres mesures. Les travailleurs philippins sont aussi autorisés à conserver leur passeport [autre droit humain fondamental usurpé en vertu des législations du travail régional et du système de parrainage ou *kafala*, qui sont comparés à de l'esclavage moderne]. Mais en dépit de toutes ces dispositions, les violations sont légion.

== FAIBLES REVENUS, MAUVAISE SANTÉ

Pour Geraldo, le retour au bercail n'a pas été chose facile. Ses revenus ont chuté à 400 pesos philippins (8,56 USD) par jour – une baisse significative par rapport à ce qu'il touchait dans l'industrie maritime et un montant qui ne couvre pas ses frais de subsistance.

« Nous avons de la chance d'avoir encore assez d'argent pour la nourriture », dit Geraldo stoïquement, mais les frais scolaires et médicaux, ainsi que le loyer représentent un effort surhumain. Qui plus est, Geraldo souffre d'hypertension et de diabète, ce qui ne fait qu'alourdir ses dépenses personnelles.

Les Philippines qui travaillent à l'étranger continuent de contribuer aux assurances médicales et sociales, et ce dans le cadre des exigences auxquelles ils ont souscrit préalablement à leur départ. Cependant, ayant arrêté de payer ses contributions mensuelles, Geraldo n'est plus éligible pour les bilans de santé.

Dans le cadre du processus de réinsertion, Sonny Matula, président de la *Federation of Free Workers* (FFW), appelle à ce qu'un accès continu aux prestations sociales et médicales soit garanti pour les travailleurs migrants déplacés. « Nous œuvrons en coordination avec le Département du Travail pour soutenir les travailleurs déplacés à travers une aide de subsistance, des placements et des bourses d'étude pour leurs enfants », indique Matula.

L'économie philippine a enregistré une croissance massive de 6,9% au premier trimestre de 2016, mais les travailleurs de l'économie informelle sentent à peine la différence. « En l'absence de syndicats dotés d'un pouvoir de négociation fort, les travailleurs auront du mal à bénéficier de leur part de la croissance, » a affirmé Matula.

ÉTUDE DE CAS : INDE II

SEWA – TRAVAILLEUSES DE L'INDE, UNISSEZ-VOUS ! PAR SINDHU MENON



Jake Lyell/Alamy

La SEWA a joué un rôle central en aidant 200.000 membres et plus de 40 millions de vendeuses ambulantes à travers le pays à régulariser et protéger leur emploi.

Le 6 janvier 2016, le gouvernement du Premier ministre Narendra Modi a approuvé une proposition visant à présenter au parlement la Recommandation 204 de l'Organisation internationale du travail (OIT).

Dans un pays où un pourcentage effarant de la main-d'œuvre, estimé à 92%, travaille dans l'informel et où plus de 400 millions de personnes n'ont pas accès aux droits des travailleurs ni à des prestations comme la couverture médicale, l'assurance chômage ou les pensions, la Recommandation se convertit en un instrument d'une importance stratégique pour les travailleuses et travailleurs indiens. De fait, elle vise à faciliter la transition des travailleurs et unités économiques informels vers l'économie formelle, tout en garantissant le respect des droits humains et des travailleurs fondamentaux. Elle prône, en outre, la création, la préservation et la durabilité du travail décent.

Pour Manali Shah, secrétaire nationale de la *Self-Employed Women's Association* (SEWA), la Recommandation représente un guide très utile pour les gouvernements nationaux en ce qui concerne « la formulation et la

mise en œuvre des politiques, des législations et des pratiques ». Si elle est mise en œuvre, « les travailleuses et travailleurs informels pourraient voir se réaliser un grand nombre de leurs demandes ».

Mais que se passe-t-il quand un gouvernement national propose des réformes au code du travail qui sont largement considérées comme l'attaque la plus grave de toute une génération contre les droits des travailleurs ? Or tel est précisément le cas dans l'Inde de Narendra Modi. Dans un souci de « *compétitivité accrue* », des amendements au code du travail sont actuellement en cours d'examen au parlement indien. S'ils sont adoptés, ils faciliteront le licenciement de travailleurs, rendant par-là même les rares emplois formels en Inde encore plus vulnérables à l'informalisation ; les entreprises de moins de 20 employés (le

seuil actuel est de 10) seront exemptées de la plupart des lois du travail ; il deviendra plus difficile d'enregistrer un syndicat ou de faire grève ; la sécurité sociale pour les travailleurs informels sera privatisée... les retombées potentielles sont infinies.

Heureusement, le travail pionnier mené par la SEWA a contribué à la création d'une base solide, non seulement pour améliorer le sort des travailleuses informelles – à domicile, domestiques et agricoles, de même que celles travaillant en tant que vendeuses ambulantes, notamment – mais aussi pour résister face aux réformes de la législation du travail. Depuis sa création en 1972, SEWA a œuvré sans relâche à l'autonomisation des travailleuses indépendantes en milieu rural et urbain, pour tenter de les sortir de la pauvreté. En tant que centrale syndicale nationale, la SEWA gère des coopératives, des groupes d'épargne et de crédit, une banque, une fiducie du logement, des organisations de sécurité sociale, y compris un programme d'assurance médicale très bien accueilli.

Rattanbai, 43 ans, travailleuse de la construction à Ahmedabad, est une membre active de SEWA. Elle a récemment obtenu son numéro d'identification pour travailleurs non organisés (*Unorganised Workers Identification Number*, U-WIN), une carte à puce qui permet aux travailleurs informels d'accéder à divers programmes de sécurité sociale en Inde couvrant la santé, l'assurance, la pension et la banque [20]. « *Le gouvernement me reconnaît enfin en tant que travailleuse et cette reconnaissance je la dois aux années de luttes menées d'arrache-pied par la SEWA* », affirme-t-elle.

Dans un entretien pour *Equal Times*, Rattanbai affirme espérer que la Recommandation 204 puisse aider les travailleuses informelles à jouir d'encore plus de droits et de prestations. À travers son travail avec SEWA, elle est parvenue à défendre la cause d'une collègue dans le besoin, pour aider cette dernière à accéder à un subside équivalent à 2450 USD dans le cadre du programme *Mukhyamantri Awas Yojana* [programme de logement à prix modéré pour les travailleurs pauvres dans le secteur de la construction], pour lui permettre de construire sa propre maison. « *Le chèque lui a été remis en mains propres par le ministre en chef du Gujarat, Anandiben Patel* », affirme Rattanbai fièrement. La SEWA a aussi aidé sa collègue à obtenir un traitement médical gratuit lorsqu'elle a été diagnostiquée avec un cancer.

Toutefois, la clé pour que la Recommandation se traduise en un changement réel réside dans sa mise en œuvre. « *Une pression doit être exercée sur le gouvernement pour la formaliser, préparer un plan d'action et convoquer une réunion tripartite pour la porter en avant* », dit Shaliniben Trivedi, coordinatrice politique de la SEWA.

Le paragraphe 9 de la Recommandation 204 de l'OIT signale : « Les Membres devraient adopter une législation nationale ou d'autres mesures et réexaminer et appliquer la législation ou les mesures en place afin de s'assurer que toutes les catégories de travailleurs et d'unités économiques sont couvertes et protégées de manière appropriée. »

L'un des principaux domaines d'action de la SEWA a été la lutte incessante pour des espaces publics sûrs et ordonnés réservés aux vendeuses. En dehors du fait que cet aspect est activement préconisé par la Recommandation 204, les droits des ces travailleuses est aussi garanti par la loi sur les vendeurs ambulants, de 2014. Une lutte dans laquelle SEWA s'est engagée dès 1978, avec un mouvement de grève organisé dans le marché de Manek Chowk, à Ahmedabad. Depuis lors, SEWA a joué un rôle central en aidant 200.000 membres et plus de 40 millions de vendeuses ambulantes à travers le pays à régulariser et protéger leur emploi. Mais la lutte est loin d'être finie. « *Une réunion tripartite devrait être tenue pour mettre en œuvre la loi sur les vendeurs ambulants au niveau de l'État, afin de centrer davantage l'attention sur les travailleurs les plus pauvres et les femmes* », signale Manali Shah [9].

Le paragraphe 20 de la Recommandation 204 appelle les Membres à « étendre progressivement la couverture de l'assurance sociale aux personnes opérant dans l'économie informelle et, si nécessaire, adapter les procédures administratives, les prestations et les contributions en tenant compte de la capacité contributive de ces personnes. »

Le prochain jalon sera la reconnaissance des travailleurs à domicile. Bien que des recommandations de l'OIT afférentes à cette catégorie de travailleurs – dont le nombre est estimé à quelque 50 millions rien qu'en Inde – aient été édictées il y a 20 ans, il n'existe toujours aucune politique nationale à ce sujet. Ils se situent au bas de la chaîne d'approvisionnement et comptent parmi les plus pauvres des travailleurs informels. Leur exploitation étant souvent invisible, SEWA estime qu'il existe un besoin urgent de formuler une politique nationale qui reconnaisse leur travail, leur garantisse une meilleure rémunération (y compris un salaire minimum fixe sur la base d'une rémunération à la pièce), une protection sociale, l'accès au marché et, surtout, une voix.

TRAVAIL INFORMEL – LA TRANSITION DANS UN CONTEXTE EUROPÉEN

PAR CLARE SPEAK

Les recherches de la Commission européenne indiquent que l'économie informelle contribue en moyenne à hauteur de 14,9% du PIB de l'UE.



La Bulgarie est le pays de l'UE où l'économie informelle contribue le plus fortement au PIB européen, avec un taux de

31,9%

En Roumanie, la contribution du travail informel au PIB s'élève à

29,1%

En Lituanie, **28,5%** du PIB provient de l'économie informelle.

Source : Commission européenne/Europe 2020.

La valeur de l'économie informelle pour l'ensemble de l'Union européenne (UE) atteindrait des milliards d'euros voire bien davantage – un autre chiffre avancé est celui de 18,4% du PIB de la région, selon un rapport de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (Eurofound).

De par sa nature-même, l'activité de l'économie informelle, impliquant tant les travailleurs que les employeurs, est difficile à documenter avec exactitude. Toutefois, en Europe, elle est souvent caractérisée par (entre autres aspects) des conditions de travail précaires, de faibles niveaux de revenus, un manque de formation, des déficits en matière de santé et sécurité, des statuts de travail indépendant « *bidon* » ou faux, ainsi qu'une absence de droits des travailleurs, de réglementation du travail et d'inspection du travail.

En Europe, la nature précaire du travail dans des secteurs comme la construction, le transport, la sécurité privée, le nettoyage industriel, l'agriculture et l'hospitalité fait qu'un nombre important de travailleurs jeunes, migrants et/ou du sexe féminin soient exposés à une multitude de vulnérabilités. Ceci est particulièrement vrai dans le cas des travailleuses domestiques. D'autre part, l'externalisation de l'emploi en Europe entraîne l'apparition de longues chaînes de sous-traitance et de réseaux de « *sociétés boîte aux lettres* » [des sociétés fondées dans le but de contourner les obligations légales, dont les impôts], de même qu'une concurrence axée sur le coût de la main-d'œuvre et une course vers le bas en matière de marchés publics.

Cependant, l'ampleur de l'économie informelle est ressentie bien au-delà de son impact sur les travailleurs vulnérables pris dans ce que l'Organisation internationale du travail (OIT) nomme « *le piège de l'informalité* ». Selon Wiebke Warneck, conseillère juridique auprès de la Confédération européenne des syndicats (CES), la société au sens plus large est aussi affectée. Elle attire l'attention sur les pertes de revenus des autorités fiscales et les pertes de contributions aux programmes de sécurité sociale, qui sapent le financement et la distribution de l'aide sociale. Cela provoque aussi une distorsion de la concurrence loyale entre les entreprises qui, selon elle, « *ouvre la voie au dumping social* ».

== DIFFÉRENT D'UN PAYS ET D'UNE RÉGION À UNE AUTRE

Le paragraphe 7 a. de la Recommandation 204 de l'OIT prône des stratégies « *cohérentes* » et « *intégrées* » pour faciliter la transition des travailleurs vers l'économie formelle et appelle les membres à prendre en compte « *la diversité des caractéristiques, des situations et des besoins des travailleurs et des unités économiques dans l'économie informelle et la nécessité d'y répondre par des approches spécifiques* ».

Ceci est certainement nécessaire au sein de l'Union européenne. L'énorme disparité de richesse entre les États membres de l'UE, outre les différentes politiques fiscales, réglementaires et d'emploi, se traduit par des différences notables en termes de taille et de configuration de l'économie informelle d'un pays à un autre. Il en va de même pour la capacité

d'application, plus particulièrement eu égard à l'inspection du travail.

Beaucoup de gouvernements en Europe (à fortiori plus à l'est) n'allouent pas suffisamment de fonds à l'inspection du travail ou se sont vus contraints de réduire ces budgets dans le cadre des programmes d'austérité. En conséquence, beaucoup d'inspections nationales du travail ne sont pas à même d'assurer les inspections ou les mesures de suivi requises pour protéger les droits des travailleurs et garantir le respect des normes du travail.

“ En Europe, la nature précaire du travail dans des secteurs comme la construction, l'agriculture et l'hospitalité fait qu'un nombre important de travailleurs jeunes, migrants et/ou du sexe féminin soient exposés à une multitude de vulnérabilités. ”

« *Les secteurs où se concentre le travail informel varient énormément en fonction des pays* », affirme Wolfgang Lutterbach, coordonateur pour la région Europe au Bureau des activités des travailleurs (OIT/ACTRAV). « *En Espagne, par exemple, on trouve énormément de travailleurs informels dans la construction ou l'agriculture. Dans des pays hautement industrialisés comme l'Allemagne, ils se concentrent plus particulièrement dans les services ménagers comme le nettoyage, et les soins aux personnes du troisième âge.* »

Cela varie aussi selon les régions, d'après Anton Leppik, secrétaire exécutif du Conseil européen paneuropéen (CRPE) de la Confédération syndicale internationale : « *Dans les pays d'Europe occidentale, le travail informel est effectué principalement par des migrants en situation vulnérable au plan des permis de travail, qui sont souvent exposés à des risques. Entre temps, plus à l'est, il s'agit généralement de citoyens qui n'arrivent pas à trouver un emploi décent ou qui sont désenchantés par les institutions de l'État pour ce qui est de l'administration fiscale, des contributions sociales ou des caisses de retraite, ainsi qu'en termes d'accès à des services publics de qualité.* »

Les données de la Commission européenne mettent en exergue une différence marquée dans les niveaux de travail non réglementé entre les économies plus riches. Par exemple, en Autriche, pays qui figure parmi les économies

les plus fortement industrialisées d'Europe, l'« économie de l'ombre » représente moins de 8% du PIB. En revanche, en Bulgarie, elle dépasse 30%.

Le travail informel et non réglementé est également à la hausse dans les pays européens comme la Grèce, où des programmes d'austérité ont été imposés en réponse à la crise économique. « Ceci, conjugué à une réduction des inspections du travail, a constitué un facteur adverse supplémentaire », selon Wiebke Warneck.

■ ZÉRO MISE EN ŒUVRE

On relève, cependant, un dénominateur commun au plan de l'économie informelle à travers toute l'Europe : Dans l'année qui a suivi l'introduction par l'OIT de sa Recommandation 204, pas un seul pays membre de l'UE n'a inscrit sa mise en œuvre à l'ordre du jour national, a indiqué Lutterbach. Malgré cela, des politiques sont instaurées pour lutter contre le travail informel à l'échelon national ou régional: Le salaire minimum en Allemagne, par exemple, a permis à près de quatre millions de travailleurs informels d'accéder à un emploi pourvu d'une sécurité sociale et d'un salaire décent ; la Garantie pour la jeunesse de l'UE vise à assurer que tous les citoyens de l'UE de moins de 25 ans aient accès à un emploi de qualité, à des programmes d'apprentissage, à des formations ou à une éducation continue ; et la Plateforme européenne de lutte contre le travail non-déclaré, inaugurée fin mai 2016, sera essentielle pour assurer l'introduction de la Recommandation 204 à travers l'Europe. Bien que l'OIT jouisse du statut d'observateur dans le travail de la Plateforme, l'engagement de la Commission européenne sera essentiel en vue de la mise en œuvre (de la R204).

Natlaja Mickevica, spécialiste en droit et politiques européens auprès de la Confédération libre des syndicats de Lettonie, qui a participé à la rédaction de la Recommandation, a indiqué : « Nous saluons la Recommandation dès lors qu'elle encourage les gouvernements à s'attaquer à l'évasion fiscale et au contournement délibéré de la législation du travail et des contributions sociales. Mais il s'agit à présent de la mettre en pratique. »

Toujours est-il qu'une grande partie du travail requis pour formaliser l'économie informelle retombe sur les syndicats et les acteurs non-étatiques. « Les syndicats ont un rôle crucial à jouer dans la lutte contre le travail non-déclaré et les tentatives de protection des travailleurs non déclarés, indépendamment de leur statut de résidence, attendu qu'ils (les syndicats) sont généralement les premiers à être mis au fait de situations problématiques, frauduleuses, abusives ou illégales, » signale madame Warneck.

À travers l'Europe, il existe de nombreux exemples encourageants de progrès accomplis par des syndicats envers la formalisation de l'économie informelle, souvent moyennant le recours au dialogue social et/ou aux pressions en faveur de réformes législatives. En Bulgarie, des femmes ont constitué leur propre syndicat des travailleurs à domicile, lequel est désormais affilié à la centrale syndicale nationale, la Confédération des syndicats indépendants de Bulgarie (CITUB).

Dans beaucoup de pays, des conventions collectives ont été conclues pour protéger les travailleurs informels et d'autres catégories vulnérables contre l'exploitation et des conditions de travail précaires, comme celle qui couvre les travailleurs des métiers de la construction et du bâtiment en Croatie.

Cette convention négociée par le Syndicat croate de l'industrie de la construction (SGH) vise à combattre l'exploitation de main-d'œuvre bon marché et le travail au noir dans le secteur de la construction. Parmi ses dispositions-clés figurent une augmentation des taux salariaux de base, une flexibilité accrue de la durée de travail et des jours de congé supplémentaires pour les parents isolés.

“ Dans l'année qui a suivi l'introduction par l'OIT de sa Recommandation 204, pas un seul pays membre de l'UE n'a inscrit sa mise en œuvre à l'ordre du jour national. ”

Elle couvre tous les travailleurs, qu'ils travaillent à temps complet ou partiel et indépendamment du type de contrat d'emploi. Elle s'applique aussi aux ressortissants étrangers qui ont signé un contrat de travail avec l'employeur. Cet accord est vu comme un modèle à suivre pour d'autres industries.

La pratique montre que les entreprises qui ont un syndicat et une convention collective sont moins susceptibles de s'adonner à du travail non-déclaré ou incorrectement déclaré. En dépit des circonstances économiques extrêmement difficiles, les syndicats européens ont un rôle-clé à jouer en facilitant des « stratégies de transition », en contribuant à la formulation de politiques et de programmes de sécurité sociale, de cadres politiques relatifs à l'emploi et aux compétences, au recrutement et à la représentation des travailleurs de l'économie informelle et en étant le mécanisme à travers lequel ces travailleurs trouvent leur « voix » et participent collectivement à la formulation de politiques leur permettant de faire valoir leurs droits et d'amorcer une transition effective vers l'économie formelle et des emplois décents.

ÉTUDE DE CAS : BELGIQUE

LES TITRES-SERVICES : UNE OPPORTUNITÉ POUR LES FEMMES DE SORTIR DU TRAVAIL DOMESTIQUE INFORMEL

PAR TANJA MILEVSKA

Lorsqu'elle est arrivée en Belgique de sa Pologne natale à la fin des années 1990, Agata (nom d'emprunt), n'avait ni papiers de séjour ni permis de travail. Grâce à la solidarité de la communauté polonaise à Bruxelles, elle trouve rapidement quelques boulots comme aide ménagère plusieurs fois par semaine, au noir. Privée de sécurité sociale et donc d'accès aux soins, Agata voit sa santé doucement décliner dû à un travail physique pénible et une situation familiale difficile.

En 2004 enfin la situation de cette Polonaise de cinquante ans se régularise grâce un dispositif mis en place par le gouvernement

belge connu sous le nom de « *titres-services* ». À la base du système, la volonté de mettre un terme à un vaste réseau de travailleurs au noir, principalement des femmes venues de l'Europe de l'est et actives dans le secteur domestique : nettoyage, repassage, garde d'enfants et même parfois jardinage.

Le système permet aux travailleuses d'être engagées sous un contrat légal tout en accordant une série d'avantages fiscaux incitatifs



Alamy

Le système belge des titres-services a créé plus de 125.000 postes et aidé des dizaines de milliers de travailleurs à échapper à l'informel.

aux utilisateurs de ces services. Il permet en outre d'agréer les entreprises qui emploient ces femmes de sorte à améliorer leurs conditions de travail.

Comme l'explique à *Equal Times* Grace Papa, secrétaire permanente « Alimentation et Services » au syndicat belge CSC, « pour être agréées et donc recevoir les subsides de l'état, les entreprises en question doivent se plier à un certain nombre de règles définies comme un dépôt d'argent, le respect des heures contractuelles, etc. C'est très contrôlé. Les entreprises qui enfreignent les règles, elles, peuvent se voir retirer leur agrément. »

Dans un pays où l'économie informelle atteint des niveaux importants en comparaison avec d'autres pays du même niveau de développement socio-économique, le dispositif des « titres-services » est vu comme une réussite incontestable, avec à l'heure actuelle 125.000 emplois créés et surtout ayant effectué le passage de l'économie informelle vers l'économie formelle.

Reste qu'une grosse partie de la main-d'œuvre (majoritairement féminine) de ce secteur demeure en situation précaire, en particulier celles qui ne parviennent pas à obtenir suffisamment d'heures de travail en raison d'une concurrence débridée.



Des syndicats rassemblés pour soutenir la Convention 189 devant le Parlement Européen à Bruxelles

■ L'ÉCONOMIE INFORMELLE ET LE PIB

La part de l'économie informelle en Belgique « équivaut probablement à environ 10% du PIB », déclare Bart Verstraeten de l'ONG « Solidarité Mondiale ». Les raisons en seraient multiples, d'après Verstraeten, notamment une « lourde bureaucratie et une charge fiscale pesante pour l'entrepreneuriat qui poussent à l'évasion fiscale ». Verstraeten pointe également du doigt « un manque de ressources des inspections du travail et un système de sanctions insuffisant, résultant entre autres d'un manque de volonté politique ».

Bart Verstraeten a pris part aux négociations dans le cadre de la 104e Conférence internationale du travail (CIT) en 2015, qui ont conduit à l'adoption du tout premier instrument international visant à amener les États à faciliter le passage de l'économie informelle à l'économie formelle: l'actuelle Recommandation 204.

Mais si le gouvernement belge est parvenu à sortir le secteur des services ménagers de l'économie informelle, il n'en reste pas moins que de nombreux autres secteurs restent fortement impactés par l'informalité, en particulier la construction et le transport. Parmi les travailleurs non-déclarés en Belgique on compte également 100.000 sans papiers, si pas plus, avertit Eva Maria Jimenez de la CSC.

Le paragraphe 33 de la Recommandation 204 signale :
« Les organisations d'employeurs et de travailleurs devraient, s'il y a lieu, étendre aux travailleurs et aux unités économiques de l'économie informelle la possibilité de s'affilier et d'accéder à leurs services. »

Ces travailleurs sont confrontés à de multiples difficultés – notamment la révision récente du code pénal, en vertu de laquelle les travailleurs sans papiers qui travaillent au noir sont passibles de sanctions. Jusqu'ici, cette législation ne s'appliquait qu'aux ressortissants belges et aux travailleurs déclarés. Mais les syndicats craignent qu'à présent, les sans-papiers ne pourront pas porter plainte contre un patron abusif, par peur des représailles.

La CSC, de son côté, a déjà entrepris des démarches pour tenter d'organiser ces travailleurs sans papiers au sein du syndicat [33]. « On a touché 1500 travailleurs et 450 paient des cotisations, ce qui les légitime au sein du syndicat », explique madame Jimenez. Des sessions d'information sont organisées régulièrement pour informer ces travailleurs de leurs droits et des délégations vont à la rencontre des patrons pour faire pression. On apprend aux travailleurs comment accumuler des preuves contre un patron abusif et constituer un dossier. Une dame faisant le ménage dans l'ambassade d'un pays étranger et qui était la cible d'abus extrêmes est même parvenue à s'en sortir grâce à cette initiative et est aujourd'hui en séjour régulier.

ÉTUDE DE CAS : ROYAUME-UNI

PRIORITÉ À LA SÉCURITÉ POUR LES TRAVAILLEURS MIGRANTS DANS LA CONSTRUCTION

PAR LUKE JAMES



Images de Birmingham Premium/Alamy

Il est estimé que 37% des travailleurs de la construction au Royaume-Uni sont désormais classés au statut d'indépendant, autrement dit, ils n'ont pas droit aux congés maladie, aux congés payés, ni aux cotisations de retraite de leurs employeurs.

Marian Nemit était grand, les yeux brillants et le visage fendu d'un sourire. Ses amis se souviennent de son « *grand cœur* ».

Ce jeune Roumain de 21 ans s'échinait au travail pour se construire une vie nouvelle au Royaume-Uni et avait réussi à décrocher une place en tant qu'ouvrier indépendant à Londres.

Mais sa vie a été tragiquement écourtée en avril 2015, quand un mur s'est effondré sur lui alors qu'il travaillait à la rénovation d'un magasin. Il est décédé des suites de traumatismes crâniens dans un hôpital situé à des centaines de kilomètres de chez lui.

Marian a payé le prix ultime pour le manque généralisé de protection en matière de santé et sécurité dont pâtissent les travailleurs informels partout dans le monde.

Malheureusement, son histoire n'a rien d'une exception, loin s'en faut ; d'après les données du *Health & Safety Executive* (HSE), 32 autres personnes parties travailler sur des chantiers de construction en Grande-Bretagne en 2015 ne sont jamais rentrées chez elles.

D'autre part, parmi les centaines de milliers de citoyens européens – 270.000 en 2015 – qui se rendent en Grande-Bretagne en quête d'un emploi bien rémunéré et décent, bon nombre se voient exposés aux pires pratiques de la part d'employeurs peu scrupuleux dont le seul but est de les exploiter. Dans des industries comme la construction, les travailleurs peuvent notamment être contraints à assumer un faux statut d'employé indépendant, même s'ils sont des employés à tous autres égards.

Le Paragraphe 15.L de la Recommandation 204 de l'Organisation internationale du travail – sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle – appelle expressément les États membres à « *prévenir et sanctionner le contournement ou la sortie délibérée de l'économie formelle visant à se soustraire à l'impôt et à la législation sociale et du travail* ». Nonobstant, cette pratique est extrêmement répandue dans le secteur de la construction au Royaume-Uni.

Il est estimé que 37% des travailleurs de la construction au Royaume-Uni sont désormais classés au statut de travailleur indépendant, autrement dit, ils n'ont pas droit aux congés maladie, aux congés payés, ni aux cotisations de retraite de leurs employeurs.

« *Les ouvriers sont ramassés sur les coins de rues ou à certains endroits désignés, entassés à bord de camionnettes blanches, débarqués sur des chantiers et payés de la main à la main* », signale lors d'un entretien avec *Equal Times* Steve Craig, responsable national du syndicat *Union of Construction, Allied Trades and Technicians* (UCATT).

« Tout cela échappe généralement à toute réglementation et ils sont sujets à toutes sortes d'abus. Ils peuvent notamment faire l'objet de retranchements salariaux pour des motifs aussi divers que frais administratifs ou location d'équipements et outils. »

Dans son rapport de 2011 intitulé *Hidden Workforce Building Britain (ou la main-d'œuvre cachée qui bâtit la Grande-Bretagne)*, l'UCATT dresse une liste détaillée des « violations systématiques contre les travailleurs migrants ».

Il révèle comment un groupe d'une douzaine de ressortissants lithuaniens qui travaillaient à la rénovation d'un hôpital public du *National Health Service* (NHS) à Mansfield, en 2008, étaient rémunérés en-dessous du salaire minimum légal, n'étaient pas compensés pour les heures supplémentaires et faisaient l'objet de retranchements salariaux pour couvrir la location d'outillages, le loyer et les charges.

Les fiches de salaire montraient que certains de ces travailleurs gagnaient à peine 8,80 livres (11,50 €) pour une semaine de travail de 40 heures.

Plus récemment, en 2014, le syndicat a découvert six Lettons qui logeaient dans des baraquements préfabriqués dépourvus de chauffage, d'eau courante ou de toilettes, sur le site d'un chantier de construction public à Manchester.

SOUS LE RADAR

La main-d'œuvre informelle est toujours passée « sous le radar », d'après Craig.

Il avertit, toutefois, que certaines pratiques sont « entrées dans l'ombre » depuis que des réductions dans le budget du *Health and Safety Executive* ont provoqué une baisse de 9% dans la fréquence des inspections impromptues sur les chantiers de construction.

La section 27 de la Recommandation 204 appelle aussi à l'instauration d'un système « adéquat et approprié » d'inspection du travail « pour tous les lieux de travail dans l'économie informelle afin de protéger les travailleurs », alors que le point 11 p. recommande « des politiques efficaces en matière de sécurité et de santé au travail ».

L'augmentation des inspections du travail est un pas indispensable vers la protection des travailleurs migrants vulnérables, d'après Craig, sans quoi « il devient très difficile pour les syndicats de soutenir les travailleurs informels car ils sont étroitement surveillés par les chefs de gangs pour lesquels ils travaillent ».

En attendant, l'UCATT mène une action proactive en allant à la rencontre des travailleurs informels les plus exposés au risque d'exploitation et en recrutant ces derniers. « Il nous est arrivé d'aller à la rencontre des travailleurs quand ils débarquaient de l'avion – c'était leur premier point de chute », se rappelle Craig.

Si le syndicat a aussi noué des liens avec des centres communautaires polonais, le contact initial entre syndicats et travailleurs migrants a généralement lieu quand les ouvriers vont chercher du travail sur les chantiers.

Le paragraphe 15 f. de la Recommandation 204 appelle les Membres à promouvoir « la mise en œuvre d'un cadre global de politiques de l'emploi » qui inclue « des politiques d'éducation et de développement des compétences qui soutiennent l'éducation et la formation tout au long de la vie, répondent à l'évolution des besoins du marché du travail et aux nouvelles technologies et reconnaissent les compétences acquises notamment dans le cadre de systèmes d'apprentissage informels, élargissant ainsi les possibilités d'emploi formel. »

Des efforts qui ont récemment été couronnés de succès à Manchester, où l'UCATT a aidé dix ouvriers de la construction qualifiés de Pologne à obtenir des qualifications reconnues en Grande-Bretagne, qui pourraient faciliter leur sortie de l'économie informelle. **[15 f]**

Le syndicat finance également des cours d'anglais pour ses membres migrants, pour aider ces derniers à s'intégrer au sein de la communauté locale et prévenir leur exploitation par des entrepreneurs peu scrupuleux.

Mais malgré tous les efforts du syndicat, Craig insiste que le gouvernement doit pleinement endosser la Recommandation de l'OIT, qu'il a lui-même aidé à rédiger, afin d'éradiquer les pratiques comme celles qui ont conduit à la mort de Marian Nemit.

Ce n'est qu'alors que nous verrons s'opérer une « transition d'employeurs véreux, d'atteintes aux droits des travailleurs et de conditions précaires en matière de santé et sécurité vers des politiques économiques et de protection sociale cohérentes », a-t-il souligné.

ÉTUDE DE CAS : KIRGHIZSTAN

AMÉLIORER LES CONDITIONS DANS LE SECTEUR DE L'HABILLEMENT KIRGHIZ

PAR TAMARA GAUSI



Tamara Gausi

Des travailleuses de l'usine Larisa Fashions, à Bichkek, confectionnent des chemisiers destinés principalement à l'export.

Sur les quelque 200.000 travailleurs de l'industrie de la confection au Kirghizistan, ceux employés dans des usines comme Larisa Fashions représentent une minorité. Dans un immeuble moderne de quatre étages du centre-ville de Bichkek, les ateliers de production lumineux et aérés sont signe de la qualité des chemisiers et des robes qui y sont produits, destinés principalement à l'exportation vers la Russie et le Kazakhstan.

Sur les murs sont affichés les certificats de formation du personnel. L'air est climatisé, les employés reçoivent des repas gratuits et des primes, tandis que plantes ornementales et drapeaux kirghiz se par-

tagent la place d'honneur sur les tables. Larisa Popkova, propriétaire de l'usine, affirme que ses employés sont sa priorité. « *Mon but est que les gens travaillent dans des conditions excellentes. Nos effectifs sont majoritairement féminins, des mères de famille avec deux, trois ou quatre enfants. Il est important qu'elles aient des conditions décentes.* »

Malheureusement, il ne s'agit en aucun cas de la norme. Au Kirghizistan, l'industrie de l'habillement est le principal employeur de femmes, qui



Tamara Gausi

Il est estimé qu'à peine 30.000 travailleurs sont affiliés à un syndicat au Kirghizstan.

représentent entre 70 et 90 de la main-d'œuvre. Mais malgré la croissance spectaculaire de l'industrie – d'après les statistiques officielles, les exportations de vêtements depuis le Kirghizstan ont connu une croissance moyenne de 29% entre 2001 et 2010 – la plupart des travailleurs sont acculés à des emplois faiblement rémunérés et précaires, dans des ateliers non déclarés, avec des salaires d'à peine 3000-4000 Soms kirghiz [approximativement 45-60 USD] par semaine. Le travail est éreintant et le volume de travail varie en fonction des commandes ; ainsi, des grosses commandes peuvent se traduire par des cadences de 16 heures par jour, sept jours sur sept. Inversement, s'il n'y a pas de commandes, il n'y a pas de travail.

Almash Zharkynbaeva est chef d'inspection technique au sein du Syndicat de l'industrie textile de la République du Kirghizstan [11 q]. En tant qu'inspectrice du travail, sa responsabilité première est de contrôler le respect du code du travail du Kirghizstan, notamment au plan de la santé et de la sécurité des travailleurs [11 p]. « Aucun contrat d'emploi n'est signé [dans les ateliers qui opèrent de manière informelle]. L'employé travaille de façon informelle, ignorant tout des conditions d'emploi », confie-t-elle dans un entretien avec *Equal Times*. « Son état des services n'est pas pris en compte et il n'y a donc pas de contribution sociale à sa caisse de retraite. »

Comme la Convention 183 sur la protection de la maternité n'a pas été ratifiée au Kirghizstan, quand une femme accouche, cela signifie généralement qu'elle n'aura pas de revenu. De fait, il n'existe pas de socle de protection sociale conforme aux normes prescrites dans la Convention 102, la Recommandation 202 ou la Recommandation 204. Une série de réunions techniques de haut niveau ont eu lieu en février, à Bichkek, qui visaient à élaborer un cadre pour les réformes nécessaires. Mais les choses ne changeront pas du jour au lendemain.

Rysgul Babaeva, présidente du Syndicat de l'industrie textile de la République du Kirghizstan travaille dans l'industrie depuis plus de 30 ans. Elle a déclaré, lors d'un entretien avec *Equal Times* : « En 2005, quand notre gouvernement s'est rendu compte de l'importance de l'industrie de l'habillement, il a introduit un système de brevets - licence d'activité pour les travailleurs indépendants, autrement dit la totalité de la main-d'œuvre du secteur de l'habillement. Le brevet offre des avantages fiscaux, des taux de contribution réduits et une assurance sociale. Il y a, néanmoins, un problème qui n'est soulevé que par les syndicats : En limitant au possible leurs contributions sociales, les travailleurs ne pensent pas à leur future retraite. Or il s'avère que la part subventionnée de la retraite est extrêmement réduite. »

Les paragraphes 11 p. et 11 q. de la Recommandation 204 appellent les Membres à mettre en œuvre « des politiques effectives de sécurité et de santé au travail » et « des inspections du travail efficaces et effectives » respectivement.

Selon Babaeva, pour améliorer les moyens d'existence de l'ensemble des travailleurs de l'habillement au Kirghizstan, son syndicat répond à une priorité claire. « Nous devons organiser ». Il est estimé qu'à peine 30.000 travailleurs sont affiliés à un syndicat dans le pays. « Issus des zones rurales, ils ignorent tout des syndicats. Mais nous les sensibilisons. Nous nous rendons dans les ateliers et distribuons de la documentation, des posters, des calendriers. »

Au-delà des présentations soignées, les non initiés ne tardent pas à comprendre les avantages tangibles de l'affiliation syndicale. « Dans les entreprises où les syndicats sont présents, le code du travail est respecté, y compris la loi sur la sécurité et la santé au travail. Cependant, en l'absence de syndicats, les employés ne sont pas protégés. » Babaeva se dit consciente du fait que 30.000 personnes ne représentent qu'une « petite part » du potentiel d'affiliation syndicale, « mais nous y travaillons jour après jour ».

Rendez-vous sur www.equaltimes.org/videos pour visionner notre reportage « Fabriqué au Kirghizstan ».

ÉTUDE DE CAS : BULGARIE

CRÉATION DE PETITES ENTREPRISES POUR RECONVERTIR LES TRAVAILLEURS AU NOIR PAR CLARE SPEAK

En Bulgarie, la question de la formalisation de l'économie informelle relève d'une urgence. « *La Bulgarie a longtemps été le pays qui affichait le plus fort pourcentage d'économie informelle dans l'Union européenne* », indique Plamen Dimitrov, président de la Confédération des syndicats indépendants de Bulgarie (CITUB) et porte-parole du Groupe des travailleurs à la 104e session de la Conférence internationale du travail, en juin 2015, où la Recommandation 204 a finalement été adoptée. « *Selon les estimations de différentes sources, l'économie informelle représentait de 13 à plus de 30% du PIB, alors que la moyenne de l'UE tournait autour de 18%.* »

Selon Dimitrov, des chercheurs ont montré qu'au cours des dernières années, plus de 200 politiques et mesures spéciales ont été mises en œuvre en Bulgarie pour formaliser l'économie informelle, depuis la réduction des charges administratives jusqu'à l'amélioration de l'accès à la protection sociale.

Cependant, le travail au noir ayant longtemps été considéré comme la norme par un grand nombre de travailleurs à faibles revenus, changer les cœurs et les esprits n'est pas une mince affaire.

« *Quand la transition à l'économie de marché a débuté [dans les ex-pays communistes qui ont accédé à l'UE, comme la Bulgarie] et les réformes ont commencé à être mises en œuvre, l'économie informelle était largement considérée comme une solution tampon pour les travailleurs qui avaient perdu leur emploi* », signale Anton Leppik, secrétaire exécutif du Conseil européen paneuropéen (CRPE). « *On pensait que le marché réglerait tout. Mais elle s'est pérennisée et 25*



Alamy/Clifford Norton

En Bulgarie, la soi-disant « économie de l'ombre » représente à hauteur de 30% du Produit intérieur brut.

ans plus tard, non seulement elle existe mais, dans certains pays, elle domine. »

Maria, 56 ans, dirige une petite société de nettoyage avec sa sœur et sa belle-fille, près de Plovdiv, la deuxième ville la plus importante de Bulgarie. Jusqu'à l'année dernière, elles travaillaient dans l'informel. Elle dit qu'elle ne se rendait pas compte que c'était un problème vu que « ça semblait être une pratique courante ». « Nous ne sommes pas une grande entreprise. Nous n'avons pas d'employés. Pour l'argent, on s'arrange entre nous. Je me disais « pourquoi l'État devrait-il s'en mêler ? », confie-t-elle. « Je pensais que ce serait très cher et compliqué de déclarer une entreprise. » **[15 c]**

Jusqu'à 2010, les entreprises en Bulgarie devaient payer 2500€ pour s'enregistrer en tant qu'auto-entreprise ou société à responsabilité limitée. Ce tarif a ensuite été baissé à 1€ mais Maria affirme que ce n'est que quelques années plus tard qu'elle s'est rendu compte du changement.

« Je pensais que les charges n'étaient pas à ma portée », dit-elle, ajoutant que les frais additionnels liés aux contributions d'assurance sociale et médicale « auraient rendu son entreprise moins compétitive que les autres » [qui restaient dans l'informel]. « J'étais sûre qu'on coulerait au bout d'une semaine », dit-elle.

Les problèmes ont commencé quand la belle-fille de Maria a voulu partir à l'étranger à la recherche de travail. Elle devait prouver qu'elle avait de l'expérience professionnelle. « Le problème était que nous ne pouvions pas prouver officiellement qu'elle avait véritablement travaillé à temps complet durant les cinq dernières années. » Maria s'est adressée à un représentant syndical qui faisait campagne dans son quartier et, grâce à l'aide du syndicat, a pu entreprendre les démarches nécessaires pour régulariser son entreprise. En réalité, loin de faire faillite, depuis l'enregistrement de son entreprise, Maria indique qu'elle a réussi à décrocher des contrats à long terme avec plusieurs sociétés et à embaucher deux employés.

Les syndicats réalisent qu'il y a énormément de travail à faire avant que l'opinion publique ne se tourne contre le travail au noir. Le dialogue social est largement considéré comme la voie à suivre par les experts du travail.

« Les partenaires sociaux en Bulgarie ont débattu des questions de l'économie informelle depuis plus d'une décennie », affirme Dimitrov, « et le débat s'est intensifié depuis l'accession du pays à l'UE en janvier 2007. » Entre 2009 et 2014, diverses initiatives conjointes ont vu le jour, visant à réduire la taille de l'économie informelle, notamment « des campagnes de sensibilisation visant à élever le niveau d'intolérance publique vis-à-vis de l'informel dans les relations de travail et les assurances et des actions préventives en vue de sa restriction par la Chambre de commerce et d'industrie, en partenariat avec la Confédération du travail, Podkrepa.

« Quoi qu'il en soit, malgré toutes ces politiques et dispositions, la part de l'économie informelle demeure élevée. Jusqu'à présent, les effets des politiques et mesures ont, dans la majorité des cas, été incontestables mais de courte durée », selon Dimitrov.

Le paragraphe 15 c. de la Recommandation 204 appelle les membres à promouvoir la mise en œuvre de « politiques de l'entreprise qui favorisent les entreprises durables et en particulier les conditions d'un environnement qui leur soit propice, compte tenu de la résolution et des conclusions concernant la promotion d'entreprises durables, adoptées par la Conférence internationale du Travail à sa 96e session (2007), y compris l'appui aux micro-entreprises et aux petites et moyennes entreprises et à l'entrepreneuriat, ainsi que des réglementations bien conçues, transparentes et bien diffusées pour faciliter la formalisation et la concurrence loyale. »

D'après lui, cela se doit en grande partie à l'absence d'une approche intégrée – liant entre elles la politique de l'emploi, la politique macroéconomique, la politique en matière de compétences et la politique fiscale – qui garantirait que chacune d'entre elles contribuerait à un changement positif.

« L'approche prédominante repose sur les sanctions, alors que les mesures préventives et les incitations offertes aux employeurs et aux travailleurs pour qu'ils formalisent leurs activités sont insuffisantes ; les mesures visant à cultiver l'intolérance face à ces pratiques sont inefficaces. »

L'IMPACT DE LA CRISE ET DES CONFLITS SUR L'ÉCONOMIE INFORMELLE DANS LA RÉGION MOAN

PAR FARHAD MIRZA

La part de l'informel dans le PIB de la région MOAN est estimée à 25%.

En Egypte, l'économie informelle représente approximativement

40% du PIB

Au Liban, l'économie informelle représente environ

10% du PIB

En Jordanie, l'économie informelle représente approximativement

30% du PIB

Source : *Women and Men in the Informal Economy. A Statistical Picture, BIT.*

Dès son quatrième paragraphe, la Recommandation 204 de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur la formalisation de l'économie informelle énonce très clairement : « *La plupart des individus n'entrent pas dans l'économie informelle par choix mais du fait du manque d'opportunités dans l'économie formelle et faute d'avoir d'autres moyens de subsistance.* »

Ces propos dépeignent une réalité des plus inquiétantes : l'économie informelle (activité économique non déclarée et donc non imposée, où les travailleurs ne peuvent revendiquer leurs droits) représente la moitié de l'économie mondiale. Autrement dit, la moitié de la main-d'œuvre mondiale est acculée à un système d'emploi précaire, né d'un besoin désespéré de travail décent.

Bien qu'il soit impossible de formuler des assertions générales sur les causes sous-jacentes de l'économie informelle, il est néanmoins possible d'en glaner certains symptômes communs (empiriquement éprouvés). L'économie informelle prospère partout où il y a un chômage (ou un sous-emploi) élevé, de la pauvreté, des institutions publiques faibles et corrompues, un manque de confiance dans l'État, une inégalité entre femmes et hommes, des dépenses publiques faibles en matière d'éducation et des attitudes discriminatoires à l'égard des migrants, selon une étude de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement.

D'après un rapport de l'OIT de 2013 intitulé, en anglais, *Women and Men in the Informal Economy : A Statistical Picture*, la proportion de l'emploi informel dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord est estimée à 45% de l'emploi non agricole total, sur la base de données provenant de trois pays : La Palestine (58% en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza), l'Égypte (51%) et la Turquie (31%). L'écart femmes-hommes en Palestine et en Égypte est plus élevé qu'en Turquie, où un plus grand pourcentage de femmes travaille dans les secteurs de la production et du commerce. Ailleurs, les femmes se concentrent principalement dans le travail domestique ou le travail à domicile.

Le produit intérieur brut (PIB) informel dans la région MOAN (Moyen-Orient et Afrique du Nord) est estimé à 25%, d'après des données publiées par le Centre régional des études stratégiques. Ces chiffres varient d'un pays à un autre et sont sujets à des pics marqués dans les zones de conflit. Les pays qui accueillent des nombres importants de réfugiés comme la Jordanie, le Liban et la Turquie peuvent aussi s'attendre à des défis de taille à l'heure de vouloir absorber de manière effective l'afflux massif de travailleurs déplacés. La grande question qui se pose désormais est de savoir comment protéger les droits de millions de réfugiés vulnérables, tout en gérant de manière effective et efficace l'impact des chocs économiques découlant de changements démographiques aussi soudains.

L'économie informelle en Jordanie est génératrice d'environ 10% du PIB national total, selon les statistiques officielles. Toutefois, l'arrivée de plus de 600.000 réfugiés syriens met l'économie jordanienne à rude épreuve. Les réfugiés syriens ont trouvé du travail dans des secteurs faiblement qualifiés et rémunérés comme la construction, qui emploie 40% des travailleurs syriens non déclarés, et la vente au détail, qui emploie 23% de Syriens non déclarés. La plupart des réfugiés n'ont pas reçu d'instruction élémentaire (seulement 16% ont terminé l'école primaire, d'après le gouvernement jordanien), et même ceux qui possèdent des compétences expertes auraient toujours du mal à décrocher des emplois bien rémunérés dans des secteurs à compétences, qui sont habituellement fermés aux étrangers (à quelques exceptions près, notamment le secteur de l'habillement où les syndicats des travailleurs ont engrangé des acquis notables, en obtenant de meilleures contrats et facilités à travers la négociation collective).

En Conséquence, entre 2011 et 2014, le taux de chômage parmi les travailleurs jordaniens dans les trois principales villes du pays où se concentre le plus grand nombre de réfugiés a augmenté de 14,5 à 22,1%, alimentant la concurrence déloyale entre les travailleurs.

En 2015, le ministère du Travail jordanien, conjointement avec la *General Federation of Jordanian Trade Unions* (GFJTU), la Chambre de commerce et d'industrie jordanienne (JCI) et la *Social Security Cor-*

poration (SSC), a lancé un nouveau cadre visant à régulariser l'économie informelle en Jordanie. Les participants ont convenu de la nécessité de formaliser le secteur informel aux fins d' « améliorer l'efficacité des entreprises et du secteur privé dans son ensemble », tout en « améliorant les conditions de travail, rehaussant les compétences et la productivité, renforçant la représentation des travailleurs et améliorant les capacités des institutions. »

Bien qu'il en soit encore à un stade embryonnaire, le cadre reconnaît la nécessité de trouver une approche intégrée pour garantir les droits fondamentaux des travailleurs nationaux et étrangers. Des exemples de telles pratiques existent déjà et peuvent être intégrés dans un cadre plus large. À titre d'exemple, en 1998, le gouvernement jordanien, en partenariat avec l'OIT et USAID, a mis sur pied un centre pour travailleurs dans la zone industrielle d'al-Hassan.

Le centre fait office d'espace inclusif destiné à accueillir des milliers de travailleurs (majoritairement étrangers) employés dans le très lucratif secteur de l'habillement (près de 40.000 travailleurs, avec une contribution estimée à l'économie nationale de 1,05

La grande question qui se pose désormais est de savoir comment protéger les droits de millions de réfugiés vulnérables, tout en gérant de manière effective et efficace l'impact des chocs économiques découlant de changements démographiques aussi soudains.

milliard USD). Le centre a pour vocation d'assurer aux travailleurs un meilleur accès aux conseils juridiques, un soutien syndical, ainsi qu'un suivi psychologique. La diffusion de ce modèle d'espaces sociaux serait une manière positive d'accroître la représentation des travailleurs, notamment en créant des réseaux de soutien entre les secteurs d'activité formels et informels. Comme le souligne le paragraphe 31 de la Recommandation : « Les Membres devraient s'assurer que les personnes opérant dans l'économie informelle jouissent de la liberté d'association et du droit de

négociation collective, y compris le droit de constituer les organisations, fédérations et confédérations de leur choix et de s'y affilier, sous réserve des statuts de l'organisation concernée ».

■ INTÉGRATION DANS LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Toutefois, des obstacles administratifs et la stigmatisation culturelle continuent d'entraver l'intégration des travailleurs étrangers dans le marché du travail. La Turquie a accueilli plusieurs millions de réfugiés depuis le début du conflit syrien en 2011. Des attitudes sociales mitigées vis-à-vis des réfugiés, outre la barrière linguistique turco-arabe et la lenteur des procédures d'octroi de permis de travail qui auraient permis de délivrer les réfugiés de leur « *statut d'invité* » plus tôt dans le processus, sont autant de barrières qui ont empêché l'inclusion effective des réfugiés dans l'économie informelle. Les syndicats ont mené une campagne vigoureuse en faveur de l'égalité de traitement et d'accès au travail décent pour les réfugiés.

Toute une industrie de *kafeels* (sponsors dans le cadre du système de visa par parrainage ou *kafala*) est en émergence dans les pays du Golfe, dont l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes-unis et le Qatar, où le développement de mégaprojets d'infrastructure s'est accompagnée d'une exploitation croissante de travailleurs étrangers, qui constituent l'immense majorité de la force ouvrière dans cette région mais sont néanmoins privés de leurs droits fondamentaux en tant que travailleurs. Ces pratiques réclament une réforme urgente. Toutefois, « *les promesses de réforme ont été employées comme un écran de fumée pour encourager les milieux d'affaires et les gouvernements étrangers à commercer avec le Qatar, à l'heure où cet État du Golfe déploie des chantiers d'infrastructure colossaux en prévision de la Coupe du monde FIFA 2022* », d'après Sharan Burrow, secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale (CSI).

En Jordanie, le coût des permis de travail doit normalement être pris en charge par les employeurs mais ceux-ci répercutent fréquemment cette charge sur les travailleurs étrangers. En Turquie, le manque d'accès à des réseaux de support officiels fait que les réfugiés syriens munis de permis de travail ont moins de chance d'être embauchés que les chercheurs d'emploi non déclarés, qui sont généralement prêts à travailler plus pour moins d'argent. Faute de filets de protection sociale adéquats et de possibilités d'emploi décent, les travailleurs sont condamnés à un système où les employeurs peuvent tirer avantage de leur désarroi.

Aussi est-il urgent que les gouvernements investissent dans des programmes de sécurité sociale, de même que dans l'éducation et la formation professionnelle pour les migrants. L'attention est clairement attirée sur ce point au paragraphe 15 f. de la Recommandation, qui préconise la mise en œuvre de politiques en soutien de l'apprentissage tout au long de la vie et reconnaît « *les compétences acquises notamment dans le cadre de systèmes d'apprentissage informels.* »

Les Conventions de l'OIT telles que la Convention 189 sur le travail domestique ont contribué à la recherche de solutions à ce problème en facilitant la création de syndicats qui représentent les travailleurs dans le secteur des services au Liban. Bien qu'il lutte toujours pour sa reconnaissance par le gouvernement, le Syndicat des travailleurs domestiques du Liban en est un exemple. En coordination avec d'autres groupes et ONG, les travailleurs domestiques qui lui sont affiliés ont désormais accès à des ateliers de travail de formation et de leadership, pour leur permettre de devenir une inspiration pour d'autres travailleurs. Le syndicat espère



Toute une industrie de *kafeels* (sponsors dans le cadre du système de visa par parrainage ou *kafala*) est en émergence dans les pays du Golfe, dont l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes-unis et le Qatar, où le développement de mégaprojets d'infrastructure s'est accompagnée d'une exploitation croissante de travailleurs étrangers.



ainsi assumer un rôle important au niveau de toute la région, en « *servant de modèle pour l'établissement d'autres syndicats* ».

L'inspiration et la solidarité engendrent un mouvement d'idées qui a le pouvoir de rompre avec l'inertie. Et personne n'en a plus besoin que ces femmes et ces hommes que des conflits incessants ont privé d'un foyer et à qui l'on empêche de refaire leur vie.

ÉTUDE DE CAS : LIBAN

LA LONGUE MARCHÉ DES TRAVAILLEUSES DOMESTIQUES MIGRANTES

PAR EMMANUEL HADDAD



Emmanuel Haddad

Un an et demi après sa fondation, le syndicat des travailleuses domestiques du Liban n'a toujours pas été reconnu par l'État. Cette photo d'Olga, une travailleuse domestique camerounaise d'une vingtaine d'années, fut prise lors du congrès fondateur du syndicat, en janvier 2015.

« Malheureusement ». C'est ainsi qu'Abdallah Castro, président de la Fédération nationale des syndicats des ouvriers et des employés du Liban (FENASOL), maison-mère du syndicat des travailleuses domestiques, débute chacune de ses tirades. Un an et demi après la fondation de cet organe pour défendre les quelques 250.000 travailleuses migrantes exclues du code du travail et en proie aux abus du système *kafala* [le système largement critiqué de parrainage de travailleurs migrants dans le Golfe, qui accorde aux employeurs un contrôle énorme sur ses employés] où en est-on ?

« Malheureusement, il n'y a pas eu de changement d'attitude de la part du ministère du Travail, qui ne reconnaît toujours pas l'existence du syndicat [31]. Nous préparons une plainte auprès du Comité de la liberté syndicale de l'Organisation internationale du travail (OIT) pour dénoncer ce refus, » dit-il

Malgré cette déconvenue, le syndicat a-t-il réussi à faire entrer en vigueur la recom-

mandation 204 de la Conférence internationale du travail ? « Malheureusement, au Liban, nous n'avons pas de Parlement pour ratifier ou prendre des mesures légales en réaction aux conventions internationales en vigueur. Nous avons fait plus d'une réunion avec le ministère du Travail, qui a fini par nous demander de traduire la recommandation dans la loi libanaise. Mais aucun employé du ministère n'a été nommé pour suivre le dossier », soupire le syndicaliste libanais.

La recommandation sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, adoptée le 12 juin 2015, est donc restée lettre morte, à l'instar de la Convention n°189 sur le travail domestique, toujours pas ratifiée par le pays du Cèdre.

Le 1er mai 2016, les travailleuses domestiques népalaises, philippines ou encore éthiopiennes défilaient aux côtés des syndicalistes libanais avec des pancartes réclamant la mise en œuvre de la convention n°189. Le syndicat des travailleuses domestiques compte actuellement entre 500 et 600 membres, bien qu'une partie d'entre elles – frustrées par la lenteur des changements dans leurs conditions de travail – se sont récemment désaffiliées. Cependant, pour les travailleuses domestiques qui restent dans les rangs du syndicat, la formation constitue un élément essentiel de leur affiliation. « Nous leur proposons des cours d'arabe et d'informatique et, depuis janvier 2016, nous avons débuté une formation de « renforcement des capacités, financée par l'Agence suisse pour le développement et la coopération (SDC) », explique Castro.

Les participantes vont être formées à l'organisation, au financement et à la gestion syndicale. Ces formatrices vont ensuite se déplacer dans les régions du Liban pour former les travailleuses qui

Le paragraphe 31 de la Recommandation 204 stipule que :
« Les Membres devraient s'assurer que les personnes opérant dans l'économie informelle jouissent de la liberté d'association et du droit de négociation collective, y compris le droit de constituer les organisations, fédérations et confédérations de leur choix et de s'y affilier, sous réserve des statuts de l'organisation concernée. »

ne peuvent se rendre à Beyrouth. Enfin, le projet prévoit des réunions tripartites pour obtenir la ratification de la convention n°189 et l'objectif ultime – la fin des « violations incessantes de nos droits », comme l'a décrit une travailleuse domestique.

Le premier pas vers cet objectif est la reconnaissance du travail informel en tant que travail. Mais lorsque l'action gouvernementale et la réforme de la législation ne sont pas avenantes, les travailleuses ne peuvent dépendre que de leurs propres efforts d'organisation pour engendrer un changement. La coopération entre les syndicats et les associations de travailleurs de l'économie informelle est nécessaire pour faire pression en faveur d'une reconnaissance véritable en vertu de la législation du travail du pays et pour accéder aux droits fondamentaux qui sont désormais accordés à tous les travailleurs avec l'adoption de la Recommandation 204. Cependant, traduire les normes internationales dans la pratique nationale demeure un grand défi au Liban. Malheureusement.



La Convention 189 de l'OIT n'a toujours pas été ratifiée par le gouvernement libanais.

ÉTUDE DE CAS : MAROC

LA LUTTE POUR L'ÉRADICATION DU TRAVAIL INFORMEL DANS LE SECTEUR DES CENTRES D'APPEL

PAR EMMANUEL HADDAD

Malgré la présence de 120 délégués du personnel au sein des centres d'appels répartis aux quatre coins du pays, la mise en œuvre d'une convention collective dans le secteur se fait attendre et le travail informel continue de prospérer.

Il est estimé que les centres d'appel au Maroc emploient quelque 70.000 travailleurs et que 30.000 autres personnes travaillent dans des centres d'appel informels, sans aucun droit.

« Pour mettre en œuvre la Recommandation 204 de la Conférence internationale du travail, il faudrait qu'il y ait des négociations collectives. Or il n'y a même pas de vrai dialogue social dans le pays », dénonce Ayoub Saoud, secrétaire général de la Fédération nationale des centres d'appel et des métiers de l'off-shoring (FNCAMO), une affiliée de l'Union marocaine des travailleurs (UMT). L'importance du dialogue social est soulignée au point 11 e) de la Recommandation or « le gouvernement dirigé par M. Abdelilah Benkirane ignore les syndicats », affirme M. Saoud.

S'il ignore les organisations syndicales, le gouvernement se préoccupe, en revanche, de l'avenir des centres d'appels. Début mai,

le ministre de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Économie numérique Moulay Hafid Elalamy a négocié la signature de « *contrats de performance* » créant des « *écosystèmes en offshore* » qui visent à générer à hauteur de 18 milliards de dirhams (1,87 milliards USD) de chiffre d'affaire à l'export.

Ayoub Saoud en résume la teneur : « Une baisse du coût du travail, des exonérations fiscales ainsi que des avantages sur les loyers des entreprises et la formation initiale des employés. Le tout pour attirer des investisseurs et embaucher 10.000 personnes par an, jusqu'à atteindre le chiffre de 130.000 employés en 2020. En tant que syndicat, nous ne sommes pas contre la création d'emploi. Sauf que là, les salariés n'ont rien à y gagner, » dit-il **[15d]**.

Moulay Hafid Elalamy, lui-même fondateur d'une société de centre d'appels, dont la vente a participé à sa richesse qui s'élève aujourd'hui à 705 millions USD, semble avoir conçu ces mesures pour satisfaire les patrons du secteur plutôt que les travailleurs. Mais ces contrats, négociés sans les syndicats, ont négligé la face cachée des centres d'appels au Maroc : le travail informel.

« 550 centres d'appels sont enregistrés auprès de l'Agence nationale de réglementation des télécommunications (ANRT). Vingt grandes entreprises emploient plus de 80% des salariés. Et les autres font ce qu'elles veulent », assure M. Saoud. « Elles font de la concurrence déloyale en payant en-dessous du salaire minimum, sans couverture médicale ni sociale et, parfois, sans même déclarer les salaires au fisc. »

Le paragraphe 15 d. de la Recommandation 204 de l'OIT signale : « Les Membres devraient promouvoir la mise en œuvre, sur la base de consultations tripartites, d'un cadre global de politiques de l'emploi pouvant inclure...des politiques et des institutions du marché du travail visant à aider les ménages à faible revenu à sortir de la pauvreté et à accéder à l'emploi librement choisi, telles que des politiques salariales adéquatement conçues et portant notamment sur les salaires minima, des programmes de protection sociale, y compris les allocations monétaires, des programmes publics d'emploi et de garanties d'emploi, ainsi que des services de l'emploi qui atteignent davantage et mieux les personnes opérant dans l'économie informelle. »

« HOSTILITÉ PURE ET DURE »

Adoptée en juin 2015 par la Conférence internationale du travail, la Recommandation 204 sur la transition de l'économie infor-



Chrif Jalal Belmaati

En avril 2014, des milliers de personnes, parmi lesquelles de nombreux travailleurs de centres d'appel, se sont rassemblées pour réclamer le droit à la négociation collective et demander un nouveau dialogue social avec le gouvernement.

melle vers l'économie formelle insiste notamment sur « des inspections du travail efficaces et effectives ». Or au Maroc, les 400 inspecteurs du travail ont à la fois un rôle de médiateur et d'inspecteur. Outre le problème du sous-effectif, leur syndicat, membre de l'UMT, réclame depuis longtemps de revoir ce statut afin de se concentrer sur l'inspection. En vain.

De son côté, la FNCAMO milite pour créer une convention collective pour les centres d'appels. « C'est le meilleur moyen d'éradiquer la part informelle du secteur. En créant des minima sociaux, il sera ensuite possible de sanctionner tous les acteurs qui s'en éloignent », explique M. Saoud. Là encore, si la Recommandation 204 insiste sur « la reconnaissance effective du droit de négociation collective », sa concrétisation sur le terrain peine à voir le jour. « Aux élections de délégués du personnel de juin 2015, nous avons obtenu 120 délégués, ce qui nous permet de négocier au niveau national au nom des salariés du secteur. Depuis, nous avons réussi à signer plusieurs accords d'entreprise, mais on est encore loin

de parvenir à la signature d'une convention collective avec les employeurs et l'État », précise le syndicaliste. [32]

Reste que l'existence même de représentants syndicaux au sein des centres d'appels est une victoire en soi pour les droits des travailleurs. « Les élections de juin 2015 étaient les premières où nous participions. Avant, c'était impossible d'avoir un délégué syndical dans les centres d'appels. Il y avait une hostilité pure et dure. Il a fallu 4 ans de lutte pour y parvenir. Désormais, il va falloir continuer à militer. »

Rendez-vous sur www.equaltimes.org/ videos pour visionner notre reportage sur les travailleurs des centres d'appel marocains: « Le Maroc répond à l'appel du secteur informel ».

Le paragraphe 32 de la Recommandation 204 prévoit que : « Les Membres devraient créer un cadre favorable à l'exercice par les employeurs et les travailleurs de leur droit d'organisation et de négociation collective et à leur participation au dialogue social dans la transition vers l'économie formelle. »

ÉTUDE DE CAS : TUNISIE

QUE RÉSERVE L'AVENIR POUR LES TRAVAILLEURS INFORMELS DANS LA TUNISIE DE L'APRÈS-RÉVOLUTION ?

PAR TIMOTHY BASTER ET ISABELLE MERMINOD



AP/Riadh Dridi

Jeudi 14 janvier 2016 : Des Tunisiens rassemblés devant le siège de l'UGTT, à Tunis, pour marquer le cinquième anniversaire de la chute du président Zine el-Abidine Ben Ali qui avait dirigé le pays depuis 1987.

En Tunisie, les principes énoncés dans la Recommandation 204 ont été inscrits au cœur de l'action de l'Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT) depuis de nombreuses années, même longtemps avant la révolution de 2011.

Après la révolution, l'UGTT a négocié la fin des emplois informels contractuels dans la fonction publique. Quelque 31.000 travailleurs – 6000 dans les services de nettoyage et de sécurité et environ 26.000 autres dans le secteur public en général – ont ainsi pu accéder à des contrats en tant que salariés de la fonction publique à part entière.

En 2000, Salouha Amri fut engagée en sous-traitance en tant que nettoyeuse par un fournisseur de services privé. « Je touchais 90 dinars tunisiens (environ 42,50 USD au taux actuel) pour six heures de

travail par jour, sept jours sur sept. Je travaillais sans congés, sans stabilité et sans sécurité. En 2011, grâce à la révolution, j'ai été engagée au statut d'employée [de l'État] à l'hôpital. J'étais payée six fois plus que mon salaire antérieur, avec un jour de repos hebdomadaire, 30 jours de vacance annuelle, une sécurité sociale et une carte médicale gratuite. Je suis devenue une salariée, avec des responsabilités et des droits. »

Voilà pourquoi la Recommandation 204 existe. Elle vise à faciliter « la transition des travailleurs et des unités économiques de l'économie informelle vers l'économie formelle » et reconnaît que cette transition doit « promouvoir



Alamy/Claudia Wiens

Certaines travailleuses tunisiennes travaillent dans l'agriculture pour seulement 10 dinars par jour.

la création d'entreprises et d'emplois décents, leur préservation et leur pérennité dans l'économie formelle ».

Le secteur informel en Tunisie représente approximativement 38% de l'économie nationale. Et ce qui est plus préjudiciable, le secteur informel en Tunisie est lié à la contrebande et à d'autres formes de criminalité dans les zones plus pauvres proches des frontières libyenne et algérienne. Le Tunisie est notamment la première source de combattants étrangers pour l'organisation qui se fait appeler État islamique, une tendance qui est entretenue par des taux élevés de chômage des jeunes [15h] outre le fait que la démocratie a manqué de se traduire par les bienfaits économiques tant espérés par le peuple.

De fait, certaines des mesures bien intentionnées introduites par les gouvernements de l'après-révolution ont en réalité entraîné un accroissement du nombre de travailleurs informels. À titre d'exemple, après la révolution, les personnes dépourvues d'un numéro de sécurité social étaient exclues des concours pour l'accès aux emplois de la fonction publique. L'intention était d'augmenter l'emploi parmi les jeunes sans emploi. Cependant, dans l'espoir de passer les concours de la fonction publique certains jeunes ont refusé les contrats qui leur étaient proposés dans l'économie formelle – et n'ont donc pas obtenu de numéro de sécurité social.

Pour l'UGTT, la lutte contre le travail informel se poursuit. Habiba Khemiri Sillini, coordinatrice du Bureau national des femmes et du Comité des femmes a déclaré : « Les nettoyeuses dans le secteur des banques, nous les avons intégrées au sein du personnel des banques en tant

qu'employées du secteur public. À présent, elles ont un contrat et une sécurité sociale. »

Samia Bouslama Letaief, présidente de la branche santé de l'UGTT reconnaît avec regret que suite aux succès des actions syndicales, certaines personnes ont commencé à accepter des jobs occasionnels ou contractuels dans l'espoir d'être promues à un poste à temps complet dans la fonction publique. « On entend dire : « ma sœur ou ma voisine a fait quelques années de travail contractuel et maintenant elle a un emploi à plein temps. » »

En février 2016, dans le contexte du « dialogue national » sur l'emploi avec le gouvernement et les employeurs, l'UGTT a réitéré son appel en faveur d'une couverture médicale et sociale pour les travailleurs de l'économie informelle. Les femmes et les jeunes qui sont surreprésentés dans le secteur informel sont bien trop souvent exclus de la protection sociale de base, comme le congé de maternité, l'assurance médicale ou les pensions.

Habiba Khemiri Sillini dit que s'il n'en tenait qu'à elle, elle « éliminerait complètement le secteur informel ». Elle en a assez de voir « des payannes dans les champs en train de faire un travail que les hommes refusent de faire, pour un salaire de misère. Quelque chose comme 10 dinars (4,50 USD) par jour. Les hommes refusent mais les femmes acceptent parce qu'elles ont des bouches à nourrir. » La Recommandation 204 vise à mettre fin aux situations de ce genre, lorsqu'elle affirme que « la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle est essentielle pour réaliser un développement inclusif et le travail décent pour tous ».

Le paragraphe 15 h. de la Recommandation 204 appelle à promouvoir la mise en œuvre de « mesures pour favoriser la transition du chômage ou de l'inactivité vers le travail, en particulier pour les chômeurs de longue durée, les femmes et autres groupes défavorisés. »

CONCLUSION : VERS LE TRAVAIL DÉCENT POUR TOUTES ET TOUS

DE SHARAN BURROW, SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA
CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE



AP/Eranga Jayawardena

La Recommandation 204 fournit le cadre juridique pour le travail décent.

Considérant que plus de 40 % de la main-d'œuvre mondiale est prise au piège dans l'économie informelle – sans salaires minimums, avec peu, voire pas de protection sociale, sans aucun droit et pas de primauté du droit – les citoyens et les économies sont en danger.

Ce n'est pas tant une question de développement, mais plutôt une histoire d'échec de la mondialisation. L'avidité des entreprises et l'inaction des gouvernements sont omniprésentes dans l'environnement économique mondial. Si le PIB a triplé depuis 1980, l'économie informelle a pris une place de plus en plus importante et les inégalités ont augmenté dans presque tous les pays, de sorte qu'à peine 1 % sort gagnant de cette situation: les personnes très riches.

Cela comprend les plus grandes entreprises du monde. Des recherches menées par la Confédération syndicale internationale (CSI) montrent que jusqu'à 94% des personnes employées dans les chaînes d'approvisionnement mondiales forment une main-d'œuvre cachée, gagnant des salaires de misère et aux emplois précaires et dangereux. À l'ombre des différents niveaux de sous-traitants, pour lesquels les PDG n'assument aucune responsabilité, on dénombre de plus en plus de travailleurs informels.

Les témoignages collectés dans ce dossier spécial montrent le courage et la ténacité de travailleurs, déterminés à se bâtir des moyens de subsistance

sans aucune aide. Il décrit aussi les succès de travailleurs qui ont agi collectivement ou aux côtés de syndicats.

Mais, il faut aller plus loin. La Recommandation 204 de l'Organisation internationale du Travail (OIT) est une norme mondiale qui offre un cadre légal pour agir.

Transports, construction, production, agriculture, vente au détail, communications, services, travaux domestiques et d'autres encore sont autant de professions qui doivent

“

Les témoignages collectés dans ce dossier spécial montrent le courage et la ténacité de travailleurs, déterminés à se bâtir des moyens de subsistance sans aucune aide. Il décrit aussi les succès de travailleurs qui ont agi collectivement ou aux côtés de syndicats.

”

être formalisées et qui, avec de la volonté politique, peuvent l'être aisément.

Lorsque les travailleurs comptent sur le versement d'un salaire minimum vital de la part de l'employeur, le gouvernement doit s'engager à mettre en place un mécanisme de fixation des rémunérations minimales.

Disposer d'un emploi sûr est un droit de tous les travailleurs. Les travailleurs doivent avoir la certitude que leur emploi ne les blessera pas ni ne les tuera pas, et ce droit doit être appliqué et surveillé de façon efficace par une inspection du travail publique. Ici aussi, la responsabilité des gouvernements est engagée.

La négociation collective au niveau des entreprises, au niveau national ou sectoriel peut aider à la formalisation des emplois informels et à l'établissement de relations de travail. Dans l'économie informelle, la négociation des salaires et des prix a souvent lieu entre des représentants de travailleurs et des acheteurs – exploitants d'usine ou autorités publiques comme des entreprises municipales – pour un partage équitable des revenus gagnés.

Lorsque les travailleurs sont de vrais indépendants ou font partie d'une coopérative, ils ont aussi des droits. Le droit de disposer d'un lieu pour commercer, d'obligations contractuelles accordant une protection juridique en matière de responsabilités à la fois des fournisseurs et/ou des sous-traitants implique de réglementer et de respecter la primauté du droit.

Par ailleurs, la protection sociale est vitale pour tous les travailleurs, à commencer par le socle de protection sociale tel que défini par l'Organisation des Nations unies – indemnité de chômage, retraites, santé, protection des enfants, protection de la maternité, éducation, assainissement et logement. En plus de ces mesures, un débat mondial émerge aujourd'hui sur un revenu de base qu'il convient de voir comme une garantie de revenu, un élément essentiel de la protection sociale.

Lorsque le mouvement syndical a exigé l'élaboration d'une norme de l'OIT sur le travail à domicile, d'une convention sur le travail domestique, d'un instrument sur un socle de protection sociale et d'une norme

sur l'économie informelle, on n'a eu de cesse de nous dire que cela n'était pas possible. Nombre de personnes ont affirmé qu'il était trop difficile d'organiser des travailleurs dans ces situations.

Mais, comme le montre le présent rapport, ensemble, avec les travailleurs eux-mêmes, nous continuons de prouver qu'ils ont tort. Comme l'a dit Lizette Risgaard, présidente

“ La Recommandation 204 fournit une base. Il est désormais essentiel que tout le monde travaille ensemble à la mettre en oeuvre. ”

de la Confédération syndicale danoise (LO) :
« Le mouvement syndical a un rôle à jouer dans la formalisation de l'économie informelle. Si le dialogue social entre des syndicats, des employeurs et le gouvernement est fructueux, il participe à la formation d'un marché du travail plus stable, il génère de l'activité économique, aide les citoyens à devenir autonomes et génère de la prospérité. La Recommandation 204 fournit une base. Il est désormais essentiel que tout le monde travaille ensemble à la mettre en oeuvre. »

Je salue l'attention grandement méritée que ce rapport accorde aux travailleurs, à leurs idées, à leur action collective et à leur détermination à survivre et à prendre soin de leur famille. Ils en représentent des millions d'autres. La CSI continuera de soutenir les travailleuses et les travailleurs et leurs syndicats pour qu'ils organisent l'économie informelle et qu'ils tiennent les gouvernements et les employeurs responsables pour le travail décent.



Equal Times Rapport spécial No 10/2016

Éditrice: Tamara Gausi – Éditeur associé francophone: Bryan Carter – Éditrice associée ispanophone: Marta Checa – Traducteurs: Patricia de la Cruz, Salman Yunus, Soledad Perez – Design: xcel7 – Mise en page: Patricia Brossel – Illustrations: Honey Williams.

Ce rapport a été rendu possible grâce au financement du Conseil LO/FTF du Danemark.

EQUAL TIMES, NEWS AT WORK

<http://www.equaltimes.org> | info@equaltimes.org

Téléphone: +32 (0)2 224 0233 | Fax: +32 (0)2 201 5815

Boulevard du Roi Albert II, 5, Bte 1 – 1210 Bruxelles – BELGIQUE